

MOUVEMENT COMMUNISTE

➤ HONGRIE 1956 : INSURRECTION, CONSEILS OUVRIERS, QUESTION MILITAIRE « LE PROLETARIAT A L'ASSAUT DU CIEL »

Mars 2007

2 euros

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G.BOUVIN qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G.BOUVIN n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION

	4
<u>LES EVENEMENTS</u>	5
Les bases matérielles.....	5
Un développement capitaliste original.....	5
1956 : Le Budapest ouvrier.....	5
Chronologie.....	8
Les frémissements.....	8
Le mardi 23 octobre 1956.....	9
La première intervention russe (24/10 – 29/10).....	10
La 2e intervention russe, dimanche 4/11 lundi 12/11.....	12
Le Conseil ouvrier central du Grand Budapest (Nagy-Budapesti Központi MunkásTanács).....	12
La fin.....	15
La création des conseils.....	15
Une éruption généralisée.....	15
Újpest Le conseil d'arrondissement.....	16
Újpest L'usine Egyesült Izzó.....	16
Csepel.....	17
Telefongyár.....	18
Le conseil ouvrier du comitat de Borsod.....	18
La question militaire.....	19
Aperçu général.....	19
Budapest.....	20
Un premier bilan.....	22
<u>ANALYSE</u>	23
Programme et pratique du COCGB.....	23
Pourquoi la Hongrie et pas la Pologne ?.....	25
La question militaire.....	26
La conscience du repli nécessaire.....	27
Apogée et déclin du réformisme ouvrier.....	28
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	30
En français.....	30
En anglais.....	30
En hongrois.....	30

PRESENTATION

50 ans après l'insurrection, commencée le 23 octobre 1956 à Budapest, écrasée dans le sang par le stalinisme, un deuxième enterrement vient d'avoir lieu sous forme d'hommage. Ce que le stalinisme n'avait pas réussi à faire, nier le caractère ouvrier de l'insurrection, tant par la majorité des participants que par l'organisation ; les démocrates et nationalistes, ici et en Hongrie, ont réussi à le faire. Pas une seule fois, lors des commémorations, on n'a parlé des ouvriers, de leur lutte et de leur organisation. Au contraire, la « révolution hongroise » était une révolution « nationale », « morale », « éthique », dont le représentant était le « brave » Imre Nagy dont on oublie, à l'occasion, qu'il fut un stalinien de toujours.

Si on était obligé de parler de conseils, c'était pour les réduire à une sorte de syndicats honnêtes et, en tout cas, pour ne jamais mentionner qu'après l'écrasement militaire du 7 novembre 1956, ils continuèrent et amplifièrent leur action pendant un mois et demi. Quant à la question militaire, on a vu l'extrême-droite hongroise, au moment du scandale touchant le Premier ministre Gurcsány, en septembre 2006, tenter de singer, par une pseudo-manifestation devant la maison de la radio, ce qui fut le moment du basculement de la manifestation contre le stalinisme, le 23 octobre 1956, en une insurrection généralisée. Et l'on oublie le combat, certes désespéré, des mineurs de Salgótarján, jusqu'en janvier 1957.

Alors, il faut remettre les pendules à l'heure :

- la révolution de 1956 en Hongrie fut une révolution ouvrière ;
- les ouvriers constituèrent la majorité des combattants et des morts contre l'armée russe, l'AVO et les secteurs hostiles de l'armée hongroise ;
- les ouvriers s'organisèrent en conseils et essayèrent, dans des conditions extrêmement difficiles, d'élaborer un programme politique et théorique qui peut être critiquable aujourd'hui, mais qui constitue le point le plus haut des limites d'hier.

Et quelles que soient ces limites, ses ennemis d'hier, massacreurs staliniens et complices des bourgeoisies de l'Ouest, avaient bien compris, eux, le danger : le retour de la révolution prolétarienne sur la scène de l'histoire.

Il ne s'agit pas ici non plus de critiquer ce qui s'est passé d'un point de vue préétabli mais d'abord et avant tout de rendre compte des faits, des actions, des méthodes et moyens par lesquels les ouvriers hongrois se sont organisés, ont lutté et essayé de comprendre le moment révolutionnaire qu'ils étaient en train de vivre.

Nous n'avons pas analysé l'importance du nationalisme¹, de l'anti-sémitisme, du retour des fascistes, de l'espérance dans le soutien des pays occidentaux ou du soutien contradictoire à Imre Nagy. A des degrés divers, ces phénomènes ont existé. Mais ils ne sont pas déterminants dans l'insurrection. Nous n'aborderons donc l'action des ouvriers que sous l'aspect militaire et l'aspect politique.

Outre cette présentation, le texte comprend deux parties, les événements et les conclusions que nous en tirons.

La première partie comprend donc :

- les bases matérielles (développement capitaliste et composition ouvrière) qui ont permis l'insurrection,
- une chronologie,
- la création des conseils et leurs réalisations,
- la façon dont les combats et la question militaire ont été appréhendés par les insurgés.

La seconde partie comprend donc :

- une critique de la question militaire,
- une tentative d'explication sur les choix qui ont poussé la bureaucratie russe à écraser l'insurrection,
- une critique du programme des conseils,
- une synthèse sur l'impossibilité du réformisme ouvrier.

¹ Ou plutôt du « sentiment national » dans un pays occupé et dont une partie des ressources est pillée par le « libérateur »

LES EVENEMENTS

Les bases matérielles

On ne peut pas, dans le cadre d'un tel document, retracer l'histoire complète du développement capitaliste dans l'aire hongroise, ni l'histoire complète des luttes ouvrières et des organisations, et encore moins détailler la révolution des conseils de 1919. Néanmoins, la révolution de 1956, principalement à Budapest, n'a pu se développer avec des caractères spécifiques que parce que le développement capitaliste avait pris une trajectoire et pas une autre et qu'en contre-point, la classe ouvrière avait, elle aussi, des traits spécifiques. Indiquons-en les grandes lignes.

Un développement capitaliste original

Contrairement aux autres pays d'Europe, la Hongrie ne connut pas un développement économique basé sur l'industrie textile ou l'industrie minière mais sur la minoterie ; Budapest étant, par sa situation géographique, un lieu de transit des céréales, ce qui entraîna d'abord la création de moulins, à partir de 1850, puis de l'industrie mécanique nécessaire à leur fonctionnement² et au traitement des céréales, alliée à l'industrie plus ancienne de la carrosserie.

A partir de cette base d'industrie mécanique se développa une industrie différenciée incluant la construction ferroviaire (locomotives et wagons), la sidérurgie, l'agroalimentaire, puis l'électricité et l'électrotechnique. Les grands industriels de cette époque s'appelaient Weiss (le Schneider hongrois régnant sur l'île de Csepel ; à l'époque banlieue de Budapest) sidérurgie, armements, machines outils ; Ganz, électricité, ferroviaire, chantiers navals, moteurs diesel ; Láng, fonderie, usines de wagons, etc. Ce développement était concentré quasi exclusivement dans Budapest et sa région³, premier atelier de Hongrie, si bien qu'en 1896, la ville atteignait déjà 600 000 habitants⁴, 1 200 000 en 1912 et 1 400 000 en 1920. Ceci s'accompagnant de l'accroissement du nombre d'ouvriers d'industrie : 65 000 ouvriers en 1896, 165 000 en 1912, 180 000 en 1920.

La fin de l'empire austro-hongrois fut une catastrophe pour le Capital hongrois en lui coupant une bonne part de son marché devenu « extérieur ». Néanmoins, après ce choc, le développement industriel se continua dans les années suivantes avec l'apparition du textile⁵, de l'automobile⁶ et l'aéronautique ainsi que la poursuite du ferroviaire. De 1920 à 1938, la production industrielle augmente de 28 %. La deuxième guerre mondiale, l'occupation allemande et les destructions de 1945 ralentiront le développement industriel.

Mais celui-ci reprendra après l'arrivée des staliniens au pouvoir en novembre 1948 dans tous les secteurs, même si, plan quinquennal oblige, l'accent fut mis sur l'industrie lourde dont le symbole fut la création ex-nihilo du complexe sidérurgique à Dunapentele rebaptisée Sztalinváros. La réorganisation de l'industrie (nationalisation de toutes les entreprises de plus de 100 salariés, en mars 1949, précédée en mars 1946 de la « réquisition » des usines Weiss, Ganz et Láng) faisant suite à celle des banques (nationalisation en 1948), puis la collectivisation des terres, se traduisit par les regroupements, fusions des entreprises pré-existantes sans pour autant investir dans le renouvellement de l'appareil productif ; la répartition des types de production au sein du bloc de l'Est supplantant l'aiguillon de la concurrence du marché.

1956 : Le Budapest ouvrier

En janvier 1950, le gouvernement décide de fusionner Budapest (14 arrondissements centraux) avec 23 communes de banlieue, ayant une population de 550 000 habitants ; communes dont certaines ne sont que des villages, mais d'autres comme Újpest, Kispest et Csepel sont des concentrations industrielles et ouvrières, pour créer le grand Budapest des vingt-deux arrondissements qui compte alors 1 600 000 habitants et 300 000 emplois⁷ dans l'industrie qui couvre tous les secteurs.

² En 1913, pour toute la Hongrie, il y a 5 000 usines employant 474 000 ouvriers.

³ Hormis quelques villes de province comme Miskolc et Győr, le bassin houiller de Salgótarján, les industries n'étaient constituées que de l'agro-alimentaire.

⁴ Et inaugurait le premier métro du continent européen.

⁵ Concentré également à Budapest.

⁶ Surtout les autobus et camions légers.

⁷ Sur un total de 1 million d'emplois, ce qui représente 28,2 % de la population active de la Hongrie.

Budapest présente alors deux traits originaux pour une grande ville occidentale : les arrondissements centraux de Pest sont toujours densément peuplés et le tissu industriel, présent partout sauf sur les collines de Buda, est encore très proche du centre-ville et est représenté par des grosses usines : Ganz Electric (II^e), MOM (XII^e), Beloianisz et Gamma (XI^e) à Buda ; MAVAG et Ganz Vagon (VIII^e), Telefongyár (XIV^e), Brasseries Dreher et Kőbánya (X^e), chantiers navals Ganz (XIII^e) et Óbuda (III^e), usine Láng (XIII^e).

S'y ajoutent les usines des arrondissements périphériques Egyesült Izzó (Újpest, IV^e), Vörös Csillág (Kispest, XIX^e), Ikarus (Rákosmihaly, XVI^e), auxquelles s'ajoutent les usines de Csepel (XXI^e) : Raffinerie de pétrole, Usine d'huile végétale, Csepeli Papirgyar (Papeterie) et le complexe Weiss (rebaptisé « *Mátiás Rákosi* » en l'honneur du Staline hongrois, depuis 1948) composé de 18 usines fabriquant de l'acier, des armes, des munitions, des machines-outils, des camions, des bicyclettes et des motos, etc.

Chacune de ces usines ayant un effectif ouvrier compris entre 2 et 4 000 ; le complexe de Csepel regroupant, lui, 40 000 ouvriers.

Cette proximité favorisera l'organisation et les contacts dès les premiers moments de l'insurrection, entre ouvriers et manifestants, puis entre ouvriers. Néanmoins, et les ouvriers des conseils budapestois s'en plaindront auprès de leurs camarades de province, les dimensions de la ville (15 km de Csepel à Újpest, du sud au nord ; 10 km du XI^e au XVI^e, d'ouest en est, par exemple) ajoutées aux combats qui bloquent le centre ville, créeront des difficultés de liaison. Contrairement aux villes de province, comme Miskolc (usine DIMAVAG) ou Győr (usine de wagons Györi MAVAG et usine de camions RAABA), où c'est une seule grosse usine qui concentre l'organisation en conseils et la garde ouvrière et sert de point de ralliement pour la population.

Mais outre sa concentration dans la ville, la classe ouvrière présente d'autres traits qu'il faut signaler pour comprendre les conditions qui président à l'insurrection.

D'abord la composition de classe.

Les usines de Budapest n'ont pas encore connu la rationalisation à l'œuvre à l'Ouest, c'est-à-dire l'augmentation fulgurante du nombre d'OS. Ce sont donc des usines traditionnelles et, bien qu'avancées dans la conception des produits, elles utilisent encore beaucoup de main d'œuvre qualifiée.

Cette classe ouvrière formée techniquement bénéficie de plus de la promotion sociale impulsée par les stalinien, qui, via les cours du soir à l'Université Technique ou des formations continues, permet à certains ouvriers une élévation dans la hiérarchie technique des entreprises en devenant ingénieur.

Il faut savoir que le parti avait besoin de ces nouveaux ingénieurs pour contre-balancer le pouvoir des anciens ingénieurs dont il ne pouvait se passer. Pouvoir technique dans la recherche et la conception et dans l'organisation de la production, mais aussi pouvoir syndical car, dès avant la guerre, il existait un syndicat d'ingénieurs et de techniciens, de près de 2 000 membres à Budapest, assez combatif, qui malgré sa dissolution en 1948⁸, n'avait pas fait disparaître ce corporatisme hostile à l'appareil du parti dans les usines.

Le paradoxe sera que les ouvriers qui suivaient les cours à l'Université seront ainsi au contact des membres du cercle Petöfi⁹ et transmettront ses idées dans les usines, tandis que les ouvriers promus ingénieurs deviendront les animateurs des conseils ouvriers.

Par ailleurs, les conditions concrètes d'existence des ouvriers sont catastrophiques : les conditions de travail sont déplorables, les salaires faibles (le niveau de 1938 vient juste d'être rattrapé en 1956, alors qu'il était descendu à 75 % entre 1949 et 1952) et il faut se battre sans arrêt contre le travail aux pièces et l'augmentation des normes.

Les espoirs de changement nés en 1944-45 ont disparu mais l'intermède Nagy (1953-1955) a donné de nouveaux espoirs aux ouvriers qui oscillaient entre enthousiasme (promotion sociale) et hostilité (absentéisme, coulage, luttes contre les normes et le travail aux pièces). Le retour des

⁸ Dirigé par l'architecte social-démocrate József Fischer (1901-1995).

⁹ Du nom du poète nationaliste héros de la révolution de 1848-49, ce cercle fut fondé le 25 mars 1955, à l'initiative de militants du PC et des Jeunesses communistes proches d'Imre Nagy, le cercle Petöfi, d'un lieu de discussions de réformateurs au sein du parti, va muer, à partir de l'été 1956, en foyer d'agitation anti-stalinien. Ainsi, il organise une réunion, le 27 juin 1956 où assistent 5 000 personnes.

« staliniens durs » au pouvoir s'étant traduit par une pression accrue dans les usines, la marmite commence à bouillir dès l'été 1956.

Ensuite la formation politique.

Après l'écrasement de la révolution de 1919, le PC connaît une phase groupusculaire accentuée par la stalinisation. Au sortir de la seconde guerre, le PC ne possède que peu de militants actifs (mais beaucoup d'emprisonnés) en Hongrie même ; le gros de ces dirigeants va revenir dans les fourgons de l'armée russe comme Nagy, Gérö, Révai et Rákosi. A Budapest, il est même minoritaire et de loin¹⁰, par rapport à deux autres partis issus, dans les années d'avant-guerre de scissions de ses rangs, celui d'Aladár Weissshaus et celui de Pál Demeny¹¹. Le parti de Demeny est bien implanté dans les usines de Csepel, Kispest et Rákospalota¹². Ces deux dirigeants seront arrêtés dès l'arrivée des Russes, lors d'une réunion en vue d'un regroupement, mais les militants resteront et contribueront à influencer des ouvriers de façon critique vis à vis du PC.

Le parti social-démocrate est, en 1945, dix fois plus important, en nombre de militants, que le PC et est hégémonique dans les usines de Budapest. Lorsque la gauche du PSD fusionnera avec le PC (conséquence du travail de taupe de Marosán)¹³, de nombreux ouvriers rejoindront le PC mais garderont leur esprit critique et contribueront eux aussi à former d'autres ouvriers, à l'exemple de Sándor Bali qui formera Sándor Rác (le futur dirigeant du Conseil Ouvrier du grand Budapest), tous deux ouvriers (et ajusteurs-outilleurs) à l'usine Beloianisz.

Sans faire de segmentation artificielle, à l'aune de quelques exemples seulement, il apparaît néanmoins que la classe ouvrière est répartie, en 1956, en trois groupes par tranche d'âge :

- Les plus jeunes qui ont entre 20 et 28 ans qui n'ont pas ou peu connu d'autre réalité à l'usine ou dans la société que le stalinisme triomphant,
- Les intermédiaires qui ont entre 30 et 40 ans qui ont eu une formation politique préalable au stalinisme,
- Les plus anciens qui ont entre 55 et 65 ans qui ont pu participer à la révolution des conseils de 1919.

Mais cette conscience politique est complètement informelle, le PC stalinien ayant tout absorbé dans ses rangs et il n'y a évidemment pas d'opposition légale ni de groupes clandestins.

C'est un des premiers paradoxes de la classe ouvrière en Hongrie : le PC est hégémonique, donc les futurs dirigeants et animateurs des conseils sortiront de ses rangs, le feront imploser mais certains d'entre eux conserveront des attaches et des illusions sur le stalinisme.

¹⁰ A peine un millier de membres pour le PC.

¹¹ Miklós Molnár *De Béla Kun à János Kádár* pp. 177 et suivantes. Pál Demeny (1901-1991) engagé dans la révolution et le PC dès 1918, exclu en 1927, plusieurs fois arrêté sous le régime Horthy, arrêté en février 1945 par les staliniens, fut condamné à 11 ans de prison et libéré, le 13 octobre 1956. Aladár Weissshaus (1887-1963) fut un organisateur des cheminots de Budapest avant et pendant la révolution de 1919, puis militant du PC, exclu en 1926, arrêté en février 1945, fut condamné à 11 ans de prison et libéré en février 1956.

¹² Selon J.Papp *La Hongrie libérée* pp. 92, le groupe de Demeny avait 700 militants et 1 300 sympathisants en 1940, à Budapest. A la Libération, le PC n'avait que 3 000 militants pour toute la Hongrie.

¹³ György Marosán (1908-1992) dirigeant du syndicat de l'alimentation en 1939, membre du parti social-démocrate en 1941, responsable du parti à Budapest en 1945, animateur de sa tendance de « gauche » mais en fait sous-marin des staliniens, fut l'artisan de la fusion. Le Parti unique en résultant compte alors un million de membres, soit un habitant sur dix. Les purges de 1950-52 en exclurent 483 000 membres. Marosán lui-même sera condamné à mort en 1950 et attendra son exécution jusqu'au printemps 1956 où il est libéré et réintégré au bureau politique du PC.

Chronologie

Les frémissements

1953

5 mars : mort de Staline

13-16 juin : la direction du PC hongrois est convoquée à Moscou. Mátiás Rákosi laisse la place à Imre Nagy à la tête du gouvernement mais reste premier secrétaire du Parti.

17-18 juin : insurrection ouvrière à Berlin Est.

4 juillet : discours d'intronisation de Nagy : Le « *cours nouveau* » de Nagy repose sur le relâchement de la pression sur les paysans, le droit pour ceux-ci de quitter les fermes collectives, la priorité aux investissements dans les biens de consommation (au lieu de l'industrie lourde), amnistie partielle pour les prisonniers, suppression des camps d'internement et de travail, droit au retour dans les villes des « exilés » à la campagne, tolérance religieuse.

1954

5 juillet : émeute à Budapest suite à la défaite de l'équipe de Hongrie lors de la finale de la coupe du monde de football à Berne. Grèves locales pendant l'été.

1955

25 mars : fondation du cercle Pétófi à Budapest.

14 avril : Imre Nagy est démissionné du poste de président du conseil et remplacé par András Hegedüs, homme de Rákosi.

1956

14-25 février : XX^e congrès du PCUS et rapport Khrouchtchev

Avril 1956 : la marmite en ébullition : grèves dans les usines de Csepel. Le cercle Pétófi devient le foyer de la contestation.

18 juin : lors d'un meeting au cercle Pétófi, Júlia Rajk demande la réhabilitation de son mari László Rajk, ancien dirigeant du PC, fusillé en 1949.

27 juin : autre meeting du cercle Pétófi où assistent 5 000 personnes qui demandent un changement de politique. Le débat, commencé à 19h, dure jusqu'à 4h du matin et se poursuit dans la rue après la levée de séance.

28 juin : soulèvement ouvrier aux usines Zispo de Poznań (Pologne) réprimé par les forces de sécurité polonaises. L'impact est énorme en Hongrie.

18 juillet : Rákosi démissionné par Mikoïan/Souslov, part en URSS et est remplacé par Ernő Gerő. Renouveau du Bureau Politique du PC (Kádár et Marosán, par exemple, y sont réintégrés).

juillet : grèves à Csepel.

6 Octobre : les funérailles nationales de Rajk au cimetière Farkasrét de Budapest, auxquelles assistent Gerő et Nagy, tournent à une manifestation de 100 000 personnes hostiles au régime.

16 Octobre : à l'université de Szeged, les étudiants fondent une association indépendante du parti et parcourent le pays pour en informer les autres universités.

19 Octobre : Khrouchtchev, venu à Varsovie, adoube Gomulka secrétaire général du PC polonais.

20-21 octobre : meetings, réunions publiques animés par les étudiants, auxquels se joignent des ouvriers dans plusieurs villes de province.

22 octobre : meetings dans les universités de Budapest provoqués par la venue d'étudiants de Szeged qui ont créé une organisation indépendante du Parti et viennent expliquer leur action et leurs revendications, « *le vent souffle depuis la Pologne* », notamment à l'université technique (située à Buda). Au départ, les revendications sont spécifiques à l'Université mais débordent vite ce cadre pour arriver à 21 heures aux fameux points, dont le départ des troupes russes.

- 1) Une nouvelle direction du Parti doit être élue,
- 2) Imre Nagy Premier ministre,
- 3) Amitié hungaro-russe et hungaro-yougoslave mais départ des troupes russes,

- 4) Elections multi-partites,
- 5) Economie dirigée par des spécialistes¹⁴,
- 6) Système des normes à réviser,
- 7) Quota de productions agricoles assoupli et soutien aux producteurs indépendants,
- 8) Révision des procès politiques, amnisties, réhabilitations des condamnés et procès de Mihály Farkas¹⁵,
- 9) Drapeau hongrois de 1848 et jours fériés en relation avec la guerre de 1848-49 contre les Habsbourg,
- 10) Liberté de parole et liberté de la presse.

Ceci fait suite à une agitation croissante dans les universités de Budapest, Szeged et Debrecen depuis une semaine. Il y a 4 000 participants au meeting de l'Université Technique. La décision est prise, en assemblée, d'organiser une manifestation pour le lendemain.

A Miskolc, suite à l'agitation étudiante qui s'exprime depuis plusieurs jours, les ouvriers de l'usine DIMAVAG¹⁶ décident la création d'un conseil d'usine qui rédige un programme de revendications en 21 points (qui recouvrent les dix points évoqués précédemment) et prend en charge la direction de l'usine.

Le mardi 23 octobre 1956

« *D'ici à demain, nous renverserons le monde !* »

Interdites à 13 h, puis autorisées par le gouvernement à 14 h 30, plusieurs manifestations s'ébranlent : l'une à Pest devant la statue de Pétöfi, où participent les étudiants de l'université de droit Eötvös Lorant, l'autre, à Buda, part de l'Université Technique vers la statue du général Bem. La première rejoint la seconde en passant par la gare de l'Ouest à partir de 17 h où des ouvriers la rejoignent. A 19 h, la manifestation qui regroupe entre 100 à 150 000 personnes, décide de rejoindre, à Pest, la place du Parlement où elle arrive vers 20 h Ernő Gerő fait un discours arrogant à la radio au même moment.

Ensuite Nagy, de retour de vacances, amené d'urgence, fait un discours au Parlement à 21 h ne promettant pas grand' chose. Une partie des manifestants se dirige vers Hösök tere (Place des héros) pour déboulonner la statue de Staline, une autre vers l'immeuble de la radio, Brody Sándor utca¹⁷, pour protester contre le discours de Gerő. A 22 heures, les troupes de l'AVO¹⁸ (5 à 600 membres) qui garde le bâtiment font feu. C'est le début de l'insurrection. L'immeuble de la radio ne sera pris que le lendemain vers 11 heures par les insurgés. Le bilan sera de 40 morts chez les occupants et de 200 environ chez les insurgés.

Des unités de l'armée hongroise envoyées en renfort pour défendre l'immeuble de la radio se laissent désarmer par les manifestants ou passent de leur côté ; des ouvriers retournent vers les usines où les équipes de nuit arrêtent le travail et s'emparent des dépôts d'armes de la milice ouvrière et des stocks des usines d'armement ; un peu partout dans Budapest, des combats s'engagent contre la police politique.

En province, dès les nouvelles de Budapest connues, l'insurrection démarre à Győr et Miskolc villes industrielles de l'ouest et du nord-est de la Hongrie.

¹⁴ Et non plus par les fonctionnaires du Parti.

¹⁵ L'ancien ministre de la Défense et responsable des procès politiques de 1949-1952.

¹⁶ Située dans le faubourg de Diósgyőr, au milieu d'une vallée, à 4 km du centre-ville, cette usine qui emploie plusieurs milliers d'ouvriers, fabrique du matériel militaire, des wagons et des machines-outils. C'est l'usine phare de la ville.

¹⁷ Lexique toponymique : utca = rue, utja = avenue, út = route, körút = boulevard, tér = place, körtér = rond-point, köz = passage, híd = pont, rakpart = quai.

¹⁸ L'AVO (*Magyar Államrendőrség Államvédelmi Osztálya*), département de protection de l'Etat de la Police Hongroise, fut la police politique en Hongrie de 1946 à 1950 ; l'ÁVH (*Államvédelmi Hatóság*), l'Autorité de protection de l'Etat, lui succéda de 1950 à 1956. Mais pour la population hongroise, les deux représentaient la même chose, l'arbitraire policier, et elle les associait dans la même haine. Nous employons donc indifféremment les deux noms. L'ÁVH avait, en 1956, un effectif de 35 000 personnes et le salaire moyen de ses agents valait trois fois celui des ouvriers, hors avantages en nature.

La première intervention russe (24/10 – 29/10)

24 octobre

Les unités russes stationnées en province (de Székesfehérvár à 70 km au sud-ouest et de Cégled à 80 km au sud-est) arrivent à Budapest aux premières heures de la nuit : plusieurs centaines de chars T-34 et de 6 à 7 000 soldats. Elles ont été mises en état d'alerte depuis le 22 octobre. Elles seront rejointes ensuite par des troupes venant d'Ukraine qui sont rassemblées depuis le 21 octobre à Záhony, point frontière de la Hongrie avec l'Ukraine¹⁹. Des groupes spontanés de résistance s'organisent contre l'AVO et les troupes russes tout en essayant de fraterniser avec ces dernières. Les lieux de combat principaux sont : Széna tér et Móricz Zsigmond körtér à Buda ; le Corvin köz, la Tűzoltó utca, la gare de Ferencváros, la gare de l'Ouest à Pest ; le complexe industriel de Csepel.

La radio annonce la nomination de Nagy à la tête du gouvernement ; la promulgation de la loi martiale et l'appel de Nagy à l'armée russe (en fait, c'est Gerő qui les a appelés) qui est intervenue à l'aube contre les insurgés.

La grève générale spontanée est totale. A Budapest, outre les grandes usines, tous les services municipaux et les transports sont en grève.

Des comités révolutionnaires d'arrondissements apparaissent, par exemple, à Újpest mais aussi en province (Győr, Miskolc). Le premier conseil ouvrier de Budapest est créé à l'usine Egyesült Izzó à Újpest, puis au complexe métallurgique de Csepel. Ils se propagent à partir du 25 octobre dans tout le pays.

Sándor Kopacsi²⁰, colonel préfet de la police de Budapest depuis 1952, passe du côté des insurgés et fait distribuer des armes aux étudiants, organisant des unités reliées à la préfecture.

En province, partout des comités révolutionnaires composés de délégués des conseils ouvriers, des soldats et des paysans prennent le pouvoir et désarment la police politique. Radio Miskolc et radio Győr sont aux mains des forces révolutionnaires. Les premières délégations sont envoyées au gouvernement Nagy qui fait de nouvelles promesses et s'efforce de faire déposer les armes aux insurgés.

25 octobre

Gerő, secrétaire du parti, est démis de ses fonctions par Souslov et Mikoïan arrivés la veille à Budapest et est remplacé par János Kádár. Nagy et Kádár promettent des réformes, mais demandent aux insurgés de déposer les armes.

Devant le Parlement, où une manifestation pacifique se déroule et fraternise avec les tankistes russes²¹, une fusillade éclate d'abord sur la foule et les chars russes (certainement de la part de l'AVO) depuis le ministère de la Défense puis les troupes russes tirent à tout va. Bilan, une centaine de morts.

Le colonel Pál Maléter qui voulait reprendre la caserne Kilián aux insurgés du passage Corvin passe le lendemain du côté de l'insurrection en lui apportant ses quelques chars.

26 octobre

Les combats continuent. A Mosonmagyaróvár (ville près de la frontière autrichienne), la garde nationale tire sur une manifestation et fait 52 morts.

Ouverture spontanée des prisons par les insurgés : 5 500 prisonniers libérés. Au total, jusqu'au 4 novembre, 17 000 prisonniers seront libérés dont 75 % de droits communs et 25 % de politiques.

27 octobre

Formation d'un gouvernement national : Nagy a fait appel aux anciens partis (paysan, petits propriétaires, social-démocrate). Première pause dans les combats et fraternisation dans certains endroits avec les troupes russes.

¹⁹ Voir T.Méray *Budapest* Collection Ce jour-là. Robert Laffont, 1966, pp. 222 et suiv.

²⁰ Né en 1922, fils d'un dirigeant social-démocrate de Miskolc, lui-même militant de ce parti dès 15 ans.

²¹ Les slogans en sont « *A bas Gerő !* », « *Vive Nagy !* », « *Nous ne sommes pas des fascistes !* »

28 octobre

La radio annonce un cessez-le-feu. Nagy présente le programme du nouveau gouvernement et demande le retrait des troupes russes.

Gerő, Hegedüs (ex-Premier ministre), Bata (ex-ministre de la Défense), Piros (ex-ministre de la Police) quittent la Hongrie pour l'URSS.

Nouvelle direction du PC : János Kádár, secrétaire général, plus trois staliniens maintenus (Antal Apró, András Hegedüs et Ferenc Münnich) et Imre Nagy et György Szántó, réformateurs.

Constitution de conseils révolutionnaires dans certaines unités de l'armée.

29 Octobre

Affrontements dans les rues et négociations continuent. Le gouvernement Nagy s'efforce de prendre le contrôle des insurgés en créant une nouvelle garde nationale. Début de nombreuses rencontres entre Nagy, au Parlement, et des délégations de combattants. Lors d'une de celles-ci, Nagy, s'adressant à Csongovai, leader des combattants de la Tűzoltó utca, lui dit : « *Vous ne croyez pas que je suis autant hongrois que vous ?* » A quoi Csongovai répond par : « *Peu- être, mais ce qui compte maintenant, ce n'est pas d'être le plus grand des Hongrois, mais le plus grand des révolutionnaires !* »

30 octobre

Les troupes russes quittent Budapest. Affrontements Köztársaság tér (Place de la République) au siège du PC de Budapest, où s'étaient réfugiés des AVO. Imre Mező, secrétaire du parti pour Budapest, est tué et plusieurs AVO sont lynchés. Nagy dément avoir proclamé la loi martiale et appelé les Russes. Malgré des réserves, l'ensemble des conseils révolutionnaires affirment leur soutien au gouvernement Nagy ; les délégations continuent d'affluer à Budapest. Le cardinal Mindszenty est libéré. Les anciens partis se reconstituent. 25 nouveaux quotidiens sont publiés.

Le nouveau cabinet restreint est constitué, après avoir reçu l'approbation des conseils territoriaux. Il est composé de Nagy, Kádár et Losonczy pour l'ex PC ; Zoltán Tildy et Béla Kovacs, pour le Parti des petits propriétaires et Ferenc Erdei pour le Parti paysan, et un siège pour le Parti social-démocrate.

Les duettistes Mikoïan et Souslov sont de retour à Budapest : ils promettent le respect du multi-partisme, si les « *fondements du socialisme* » ne sont pas menacés, et ils affirment leur soutien à Nagy. En fait, leur choix est fait et confirmé : le feu vert pour la deuxième intervention russe est donné.

31 octobre

Radio-Moscou annonce que le gouvernement russe est prêt à négocier le retrait de ses troupes. Les conseils de province signalent l'arrivée de nouvelles unités russes en Hongrie. Dissolution du PC remplacé par le parti socialiste ouvrier.

Discussion tendue à la caserne Kilián à propos de la constitution du conseil national de défense entre Pál Maléter et Béla Király, responsable de la Garde nationale, à propos de la tentative de Maléter de vouloir faire arrêter József Dudás, dirigeant d'un groupe d'insurgés du centre de Budapest qui venait d'occuper le ministère des Affaires étrangères, par Király qui y était opposé. En fait deux lignes s'affrontent au gouvernement : Maléter défend le maintien du primat de l'armée et se méfie des groupes de combattants sans contrôle tandis que Király, lui-même organisateur de l'armée en 1944-45, est pour l'amalgame entre les insurgés civils et militaires au sein de la Garde nationale et donc en concurrence avec l'armée. Mais l'objectif est le même, rétablir l'ordre en désarmant les groupes « incontrôlés » d'insurgés pour établir la légitimité du gouvernement Nagy et de l'Etat.

Rencontre entre les délégués des usines Ganz, Mávag, Láng, Beloiannis et Egyesült Izzó qui définissent le rôle des conseils d'usine et adoptent un programme en neuf points dont le premier précise « *L'usine appartient aux ouvriers* »²² et les autres ajoutent « *l'élément suprême d'autorité est le conseil ouvrier élu démocratiquement par les ouvriers* », « *les directeurs et les cadres doivent être élus par les ouvriers* » et « *dans tous les faits majeurs — grille des salaires, embauche, licenciement, répartition des bénéfices — c'est le conseil ouvrier qui prend la décision* »

²² Bob Dent *Budapest 1956 Locations of a drama*, p. 341.

Rencontre entre les délégués de douze usines de Kelenföld (XI^e) dont Beloiannis, Gamma, le dépôt de tramways, etc.

1^{er} novembre

Des troupes russes encerclent les aéroports de Budapest. Protestation de Nagy, plainte à l'ONU et déclaration de la neutralité de la Hongrie et du retrait du Pacte de Varsovie. A Győr, le conseil révolutionnaire fait disperser un meeting organisé par les partis bourgeois. Kádár, après avoir salué « *le glorieux soulèvement* », disparaît. Lors d'une entrevue avec la délégation des conseils ouvriers de Csepel, Nagy plaide pour la reprise du travail.

2 novembre

Les conseils ouvriers des grandes usines de Budapest décident la reprise du travail pour le 5 novembre. Le conseil révolutionnaire de Borsod – Miskolc réclame la constitution d'un conseil révolutionnaire national constitué par les conseils révolutionnaires et les conseils ouvriers en remplacement de l'ancien parlement.

3 novembre

Remaniement du gouvernement Nagy. Maléter est responsable des forces insurgées et ministre de la Défense. Discours à la radio (Radio Budapest contrôlée par le gouvernement) du cardinal Mindszenty. Radio Europe Libre lance le mot d'ordre « *Mindszenty au pouvoir* » Maléter et les responsables militaires hongrois, invités à venir négocier les détails techniques du départ des troupes russes, sont arrêtés à l'aéroport de Tököl²³.

La 2^e intervention russe, dimanche 4/11 lundi 12/11

4 novembre

Les Russes attaquent Budapest aux premières heures avec des troupes fraîches (6 000 chars et 200 000 hommes). En fait, les mouvements de troupe avaient commencé dès le 1^{er} novembre, les premières unités arrivant d'Ukraine contournent Miskolc et rejoignent Budapest par le sud-est. A Szolnok, elles sont rejointes par des unités venues de Roumanie. Kádár, disparu depuis quelques jours (à Moscou depuis le 2 novembre) annonce qu'il a pris la tête d'un gouvernement ouvrier et paysan soutenu par les Russes. Reprise des combats dans tout le pays. Nagy se réfugie à l'ambassade yougoslave. La grève générale est totale.

Les Russes bénéficient de l'appui des « pays frères » et de la neutralité occidentale à cause de l'intervention franco-anglaise sur le canal de Suez depuis le 29 octobre. On sait aujourd'hui que la neutralité américaine était acquise dès le 22 octobre !

5 – 12 novembre

Poursuite des combats dans tout le pays, des dernières résistances ont lieu à Pécs où les mineurs se retirent dans les contre-forts du mont Mecksen et continuent de harceler les convois russes, et dans les quartiers ouvriers de Csepel à Budapest ainsi que dans la région de Salgótarján.

Le 12 novembre, le comité révolutionnaire d'Újpest lance un appel pour la formation d'un Conseil ouvrier central.

Le Conseil ouvrier central du Grand Budapest (Nagy-Budapesti Központi MunkásTanács)

13 novembre

Une délégation de plusieurs conseils ouvriers de Budapest est reçue par Kádár qui ne veut donner aux conseils ouvriers qu'un pouvoir économique. Une réunion autour de Miklós Gimes, Sándor Fekete et Balázs Nagy²⁴ crée la FSS (*Független Szocialista Szövetség* / Ligue socialiste indépendante).

²³ Tököl est situé sur l'île de Csepel, à 5 km au sud de Budapest.

²⁴ Militants oppositionnels du PC, animateurs du Cercle Pétöfi, ils deviennent trotskystes. Gimes (1917-1958), journaliste, est arrêté et sera condamné au procès Imre Nagy et fusillé en 1958 ; Balázs Nagy réussit à passer à l'Ouest.

14 novembre

Formation du Conseil ouvrier central du grand Budapest lors d'un meeting à l'usine Egyesült Izzó. Le COC demande la suspension de la grève. 500 représentants (de toutes les grandes usines de Budapest et des délégués des conseils d'arrondissement, ainsi que des délégués des conseils de province dont celui de Borsod), désignent un exécutif de 22 membres. Grève partielle.

Elaboration d'un programme politique autour des revendications (présentées à Kádár) : retrait des troupes soviétiques, élections au scrutin secret sur la base du système multi-partis, formation d'un gouvernement démocratique, propriété réellement socialiste des usines et nullement capitaliste, maintien des conseils ouvriers, rétablissement des syndicats indépendants, suppression des syndicats dits de transmission, respect du droit de grève, liberté de presse, de réunion, de religion.

Réponse de Kádár : « *Vous avez le droit de ne pas reconnaître mon gouvernement, cela m'importe peu. Je suis soutenu par l'armée soviétique, vous êtes libres de faire ce que vous voulez. Si vous ne travaillez pas, c'est votre affaire. Ici, au Parlement, nous aurons toujours de quoi manger et de quoi nous éclairer.* »

15 novembre

Le COC se transfère dans les locaux du BKV²⁵ Akácfa utca, dans le VII^e. Arpád Balázs, président du conseil du grand Budapest est démis de ses fonctions pour avoir interprété le mot d'ordre de reprise du travail comme une reconnaissance du gouvernement Kádár et appeler, à la Radio, à reprendre le travail ; le conseil doit aller s'expliquer devant les assemblées d'usines mécontentes. Dévényi, de Csepel, est nommé président. Les Russes organisent les arrestations et les déportations vers l'U.R.S.S. Souvent, les personnes arrêtées sont de simples passants isolés pris au hasard ; ceci pour créer un climat de terreur. En province, double pouvoir entre les conseils révolutionnaires d'un côté, et la police politique et permanents du parti soutenus par l'armée russe, de l'autre.

16 novembre

Le dernier centre de résistance de Budapest, l'hôpital de Péterfy utca, est attaqué et tombe.

17 novembre

2^e rencontre du COC avec Kádár. Pas d'avancées. Face la proposition du COC « *de reprendre le travail, le lundi 19 novembre, à condition que son gouvernement s'engage à entrer en pourparlers avec les Soviétiques dans un délai donné, pour leur retrait et qu'il garantisse la réintégration d'Imre Nagy au gouvernement* », Kádár joue la montre.

18 novembre

Rencontre du COC avec le commandant russe Grebennik.

19 novembre

Convocation de tous les délégués des conseils révolutionnaires de province à Budapest pour la constitution d'un Conseil ouvrier national. La reprise du travail à Budapest décidée, après de multiples discussions au sein du COC et dans les assemblées d'usine, est appliquée. En province, la grève est toujours totale ; les mineurs de Tatabánya avaient même inondé les carreaux des mines.

21 novembre

Bien que le major-général Grebennik ait accepté de participer à la réunion du COC, il s'est fait accompagner par 400 chars. L'armée russe empêche ainsi la réunion des délégués des conseils ouvriers au Palais des Sports de Budapest, mais une partie d'entre eux réussit à se réunir ; affrontement entre les délégués de province et ceux de Budapest. Les premiers (surtout les mineurs de Salgótarján, de Tatabánya, de Pécs) reprochent aux seconds d'avoir repris le travail « *Si vous voulez travailler, faites-le, mais nous ne donnerons ni charbon, ni électricité, nous inonderons toutes les mines !* ».

²⁵ *Budapesti közlekedési vállalat* (entreprise des transports de Budapest)

Le Conseil ouvrier central du grand Budapest entérine le mot d'ordre de grève de 48 heures décidé par les ouvriers devant l'intervention des Russes contre les délégués. Une liaison permanente est mise en place entre le conseil du Grand Budapest et les conseils de province. Le président Dévényi, estimé trop tiède, est démissionné et remplacé par Rácz, un ouvrier de 23 ans de l'usine Beloianisz ; Bali (également de l'usine Beloianisz) et Kalocsai (de l'usine d'huiles végétales de Csepel) sont nommés vice-présidents.

Le COC décide d'éditer une feuille quotidienne pour contre-balancer les fausses informations diffusées par le gouvernement Kádár à la Radio et dans la Presse.

22 novembre

Imre Nagy est arrêté à l'ambassade de Yougoslavie où il s'était réfugié.

23 novembre

Pour commémorer l'anniversaire du début de la révolution, le conseil central décide que pendant une heure, personne ne sortira dans les rues de Budapest, ce qui se réalise. Déploiement des troupes russes.

25 novembre

Réunion du COC avec le gouvernement.

Du 23 au 30 novembre : plusieurs entrevues entre le COC et les Russes.

2 décembre

Arrestation par les Russes, dans l'usine Beloianisz, de Rácz et Bali puis libération suite à la grève immédiate de toute l'usine.

4 décembre

Les assemblées d'usines proposent, pour marquer le premier mois depuis la deuxième intervention russe, d'organiser une manifestation dans Budapest. Le Conseil central propose que seules les femmes y participent.

Tentative d'arrestation de Sebestyén à l'usine M.O.M. Devant la grève totale des ouvriers, les blindés font demi-tour.

5 décembre

Miklos Gimes est arrêté ; la police essaie d'arrêter Rácz et Bali qui parviennent à se réfugier dans leur usine ; devant la résolution des ouvriers, les forces de police n'osent pas intervenir. Arrestation d'un grand nombre de membres des conseils ouvriers.

7 décembre

Manifestations, à Budapest de femmes qui, fleurs à la main, se rendent au monument de la Place des Héros. Ces manifestations ont été appelées par le COC pour marquer le premier mois de l'occupation russe.

8 décembre

A Salgótarján, les Russes tirent sur les mineurs et font plusieurs morts.

9 décembre

Une grève de 48 heures est décidée pour protester contre la répression. Le gouvernement décide la dissolution du conseil du grand Budapest « *dont les membres préféreraient s'occuper exclusivement des questions politiques pour construire un nouveau pouvoir à opposer aux organes exécutifs de l'Etat* »

Presque tous les membres du COC arrêtés sont remis en liberté.

11 décembre

Grève générale. Convoqués par Kádár « *pour discuter* », Rácz et Bali quittent leur usine et sont arrêtés au parlement. Le Comité révolutionnaire des intellectuels est dissout.

12 décembre

Emeutes à Eger, libération des membres du conseil ouvrier local précédemment arrêtés.

13 décembre

L'usine Beloianisz poursuit la grève pour protester contre l'arrestation de Rácz et Bali. Bali est libéré (il sera ré-arrêté en 1957) mais Rácz reste en prison. Partout dans le pays le gouvernement Kádár, appuyé par les Russes, reprend le contrôle policier de la population ; nombreuses arrestations des délégués aux conseils ouvriers.

La fin

15 décembre : le gouvernement Kádár décrète la peine de mort pour fait de grève.

17 décembre : Premières condamnations à mort.

26 décembre : déclaration de Marosán sur la nécessité de « *tuer 10 000 ouvriers pour briser les conseils* »

8 janvier : le conseil central du complexe industriel de Csepel se dissout.

11 et 12 janvier : Les ouvriers du complexe industriel de Csepel se mettent en grève. La police intervient ; un mort. Barricades ouvrières nettoyées par les forces de sécurité.

Septembre : Dissolution des derniers conseils ouvriers.

Népszabadszag, le journal du parti dénonce les conseils ouvriers comme étant une « *création de la contre-révolution* »

La création des conseils

Une éruption généralisée

Très rapidement, le 24 octobre au matin, la grève générale fait tache d'huile à Budapest et en province. Elle est massive, et à Budapest, beaucoup d'ouvriers participent aux premiers combats. Bien que les usines soient protégées par des ouvriers souvent armés, la présence ouvrière n'y est pas complète (Töke²⁶ indique que, le 25 octobre, le conseil de son usine n'est désigné que par 800 des 3 000 ouvriers, par exemple), néanmoins, dans toutes les usines, les ouvriers (mais aussi les employés, les ingénieurs) créent leurs organes, les conseils ouvriers, et prennent leurs premières décisions.

A Budapest, en quelques jours, les conseils sont présents dans toutes les grandes usines²⁷, les entreprises d'administration municipales (eau, gaz, électricité, égouts), les transports (BKV et MAV²⁸), les services (IBUSZ, l'organisation de voyages et ses hôtels), les ministères et même à la Banque nationale, ce qui explique que les payes seront versées jusqu'au 4 novembre ; à cela se superposent les conseils d'arrondissements (les 16 arrondissements dont la population est en majorité ouvrière).

En province, la ville de Miskolc voit le premier conseil, celui de l'usine DIMAVAG, se créer dès le 22 octobre. Ensuite, dans toutes les villes de province, fleurissent les conseils d'usines et plus encore les conseils de ville comme à Győr, Debrecen, Szeged, Pécs, Veszprém, Szolnok, Sopron, Dunapentele, et les villes minières Dorog, Tatabánya, Salgótarján et même des conseils de paysans.

Après le 4 novembre et la deuxième intervention russe, les conseils vont se centraliser à Budapest, par arrondissement, puis au niveau de la ville par la création du Conseil ouvrier central du

²⁶ Voir Ferenc Töke *Ce que furent les conseils ouvriers hongrois*, paru dans *Etudes* (Bruxelles), n°3, 1960, publié dans Jean-Jacques Marie et Balazs Nagy, *Pologne-Hongrie 1956*, EDI, Paris, 1966.

²⁷ Le premier est créé à l'usine Egyesült Izzó, le 24 octobre, suivi par les usines Gamma Optikai Művek (régie Optique Gamma), Danuvia Szerszámgépgyár (usine de machines-outil Danuvia), Óbudai Hajógyár (chantiers navals d'Óbuda), Orion, Ikarus puis le lendemain par Beloianisz, Téli fongyár, les usines de Csepel, etc.

²⁸ *Magyar ÁllamVasutak*, les chemins de fer de l'Etat hongrois.

Grand Budapest, le 14 novembre, auxquels vont participer également des délégués des conseils de province.

Avant de revenir sur le COC, donnons quelques exemples de la naissance, de la vie et de la mort de conseils ouvriers.

Újpest Le conseil d'arrondissement

Celui-ci se crée le 24 octobre après les événements de la nuit qui ont vu des ouvriers s'emparer d'armes. Une réunion très informelle se tient dans les locaux de la mairie d'arrondissement qui rassemble plusieurs centaines de personnes et qui désigne Pál Kósa, un charpentier de 35 ans²⁹, comme président. Les discussions sont ouvertes à tout le monde mais les décisions se font sous contrôle des participants ; la rotation des représentants désignés se fait assez rapidement en fonction des propositions. Les ouvriers venus des usines de l'arrondissement sont armés ; ce qui donne du poids aux engagements pris par le comité (35 membres) vis-à-vis de l'assemblée.

Selon un participant, Miklós Péterfi³⁰, l'atmosphère ressemblait « à celle du Palais d'Hiver en 1917 » Ainsi, des « extérieurs », comme l'intellectuel Miklós Krassó, membre du cercle Pétőfi, peut parler, le 26 octobre, être applaudi et coopté sur-le-champ par l'assemblée au comité du conseil³¹. Mais le conseil n'est pas qu'un centre de discussions ; il établit une garde ouvrière chargée de la défense et du maintien de l'ordre ; un groupe de surveillance des prisonniers (officiers de l'AVO, dirigeants du Parti stalinien, directeurs d'usine), soit une trentaine de personnes ; un groupe chargé du ravitaillement ; un groupe de propagande chargé de la presse et des tracts et un groupe de liaison avec les comités d'usine de l'arrondissement ainsi que vers d'autres groupes de combat et même le comité de la police maritime sur le Danube.

Les différentes positions politiques prises par le Conseil et qui le distingue d'autres est la demande de retrait du Pacte de Varsovie, l'opposition à la reprise du travail pour le 5 novembre (position prise avant le retour des russes) et une défiance vis à vis du gouvernement Nagy.

Lors du retour des Russes, le 4 novembre, le comité négocia un accord avec ceux-ci qui n'entrèrent donc pas dans l'arrondissement. Néanmoins, les Russes lancèrent l'assaut le 8 novembre avec des troupes renforcées et écrasèrent les combattants en une journée. Le 12 novembre, lors d'une autre entrevue avec les Russes, les membres du comité furent arrêtés. Ils ne passèrent en jugement qu'en mai 1959, mais Kósa et six autres membres furent condamnés à mort et exécutés, le 5 août 1959, tandis que 24 autres furent condamnés à 20 ans de prison.

Újpest L'usine Egyesült Izzó

Cette usine³² qui fut créée en 1901 pour fabriquer des lampes et des tubes électroniques, avait toujours été la place forte des organisations ouvrières à Újpest. En 1956, l'usine employait 4 000 ouvriers. Le comité d'usine fut fondé le 24 octobre, le premier jour de la grève générale spontanée. Le 27 octobre, il rendit publique ses premières actions et déclara qu'il avait pris le contrôle de l'usine. Ses premières mesures avaient été de démissionner la direction de l'entreprise, supprimer le service du personnel et de brûler ses archives³³, d'abolir le salaire aux pièces et de réviser les salaires. Un comité de 71 membres fut mis en place qui avait la charge d'organiser la grève. Comme le déclara Lajos Garai, un des membres du conseil, « *Le temps où la direction décidait à notre place est révolu* »³⁴

Le 14 novembre, l'usine hébergera les 500 délégués qui participeront à la création du Conseil ouvrier central du Grand Budapest.

²⁹ Pál Kósa, militant du PC depuis 1945, avait dirigé un groupe de combattants dès la nuit du 23 au 24 octobre.

³⁰ Bob Dent, *op. cit.*, p. 335.

³¹ C'est le même Krassó qui fut le premier à proposer, le 14 novembre, lors du meeting à l'usine Egyesült Izzó, la création du Conseil central.

³² Son nom complet était « *Egyesült Izzó Lampágyár* » (fabrique unifiée de lampes à incandescence).

³³ Le brûlage fut effectué devant l'assemblée de l'usine et fut accueilli avec une grande joie. Bob Dent, *op. cit.*, p. 339.

³⁴ Bob Dent, *op. cit.*, p. 339.

Csepel

La ville de Csepel, située à la pointe nord de l'île de Csepel, fait partie, depuis 1950, de Budapest. A partir de 1892, où a été fondée la fabrique de munitions par Manfréd Weiss, c'est devenu le lieu du plus grand complexe industriel de Budapest qui s'étend, côté Danube, depuis le port, sur 2,5 km de long et 1 km de large, composé de 18 usines employant 40 000 ouvriers.

Du début du XX^e siècle, en passant par la révolution des conseils de 1919, les grèves de septembre 1943 contre le régime Horthy, celles de 1945-48, les ouvriers de Csepel ont été à la pointe des combats ouvriers ; la ville gagnant le surnom de « *Vörös Csepel* », Csepel la rouge.

Si, en 1956, 27 % des ouvriers ont moins de cinq ans d'ancienneté et 50 % n'étaient pas là en 1949, ces nouvelles générations n'en sont pas moins rebelles au despotisme d'entreprise et les anciens militants, de la gauche social-démocrate ou des PC oppositionnels, sont toujours actifs.

Les conseils apparaissent à Csepel, le 25 octobre, tant dans le complexe industriel (en fait dans chacune de ses 18 usines) que dans les autres usines (raffinerie de Pétrole, fabrique d'huiles végétales, papeterie).

A l'usine de machines-outils, c'est un tourneur, Elek Nagy³⁵ qui est élu délégué de l'usine puis délégué du complexe industriel puis un des animateurs du conseil ouvrier central de l'arrondissement, le 31 octobre. Un autre ouvrier délégué du complexe, József Bácsi³⁶, explique que la création des conseils fut entièrement spontanée, en dehors du Parti, dans un contexte mûr, bien que 40 % des membres du conseil ouvrier central de l'arrondissement soient des anciens membres du PC. Dès le début, le conseil de Csepel émet des réserves sur la politique du gouvernement Nagy sans prononcer de défiance définitive. Sur le plan général, le conseil propose la création d'un Conseil ouvrier national, « *parlement des producteurs* »³⁷ Le programme du conseil est le suivant :

- L'usine appartient aux ouvriers. Le conseil devra payer à l'Etat un prélèvement calculé sur la base de la production et d'une partie des bénéfices.
- Le corps de contrôle suprême de l'usine est le Conseil ouvrier démocratiquement élu par les ouvriers.
- Le Conseil ouvrier élit son propre comité de direction composé de 3 à 9 membres, qui agit en tant que corps exécutif du Conseil ouvrier, appliquant les décisions et les tâches fixées par lui.
- Le directeur est employé par l'usine. Le directeur et les plus hauts employés doivent être élus par le Conseil ouvrier. Cette élection aura lieu après une réunion générale publique convoquée par le comité de direction.
- Le directeur est responsable devant le Conseil ouvrier de tout ce qui concerne l'usine.
- Le Conseil ouvrier lui-même se réserve tous les droits :
 - approuver et ratifier tous les projets relatifs à l'entreprise ;
 - décider les niveaux de salaire de base et les méthodes par lesquels ils doivent être évalués ;
 - décider de tous les sujets relatifs aux contrats étrangers ;
 - décider de la conduite de toutes les opérations impliquant les emprunts.
- De la même manière, le Conseil ouvrier résout tous les conflits au sujet de l'embauche et du licenciement de tous les ouvriers employés dans l'entreprise.
- Le Conseil ouvrier a le droit d'examiner les bilans et de décider de l'utilisation des bénéfices.
- Le Conseil ouvrier prend en charge toutes les questions sociales dans l'entreprise.

Mais la question de la première semaine, après le départ des troupes russes, était de savoir s'il fallait arrêter la grève. Sur ce point crucial, à ce moment (et également après la deuxième intervention russe), le conseil de Csepel eut une attitude « centriste » préférant une reprise organisée du travail à la grève illimitée proposée par d'autres conseils de Budapest occasionnant ainsi des affrontements verbaux au sein du COC. Reprise mais à condition que le dernier soldat russe ait quitté la Hongrie. Au sein même du conseil du complexe industriel, les avis étaient loin d'être unanimes, comme l'explique

³⁵ Elek Nagy (1926-1994), arrêté en janvier 1957, condamné en février 1958 à 12 ans, libéré en 1963.

³⁶ József Bácsi, né en 1926, arrêté en janvier 1957, condamné en février 1958 à 10 ans, libéré en 1963.

³⁷ Bob Dent, *op. cit.*, p. 351.

József Bácsi. Ainsi à la fabrique de motos (marque Pannónia) et à l'aciérie, les ouvriers étaient les plus hostiles à une reprise du travail, ceci s'expliquant par le fait, selon Bácsi, que dans ces deux usines l'appareil répressif et la direction étaient, avant octobre, les plus durs et qu'il y régnait un climat plus que tendu. Par ailleurs, comme dans d'autres usines de Budapest, une des premières mesures des conseils d'usine de Csepel fut de supprimer le Service du personnel et de brûler ses archives.

Après le 4 novembre, la grève redémarra et continua y compris lorsque les chars russes pénétrèrent dans les rues du complexe industriel. Lors de la création du COC, le 14 novembre, c'est József Dévényi de Csepel qui en fut élu président. Rapidement, il fut démissionné car jugé trop conciliant avec Kádár. Mais en fait, selon Elek Nagy et József Bácsi, il n'avait pas été mandaté par le conseil de Csepel ; ceci augmentant les incompréhensions entre le COC et le Conseil de Csepel.

Le 21 novembre, lorsque les Russes empêchèrent la réunion du COC au Palais des sports, celui-ci proclama une grève de 48 heures. Bien que suivie à Csepel, Elek Nagy et le Conseil central de Csepel émirent un jugement négatif sur cette grève « *arme lourde dont il fallait user avec plus de prudence* » et appelèrent à réélire les délégués au COC compte-tenu des divergences.

Les mêmes oppositions eurent lieu lors de l'appel à la grève générale des 11 et 12 décembre lancé par le COC et auquel s'opposa le conseil de Csepel. Mais la grève eut quand même lieu à Csepel et fut bien suivie car, entre temps, la police avait tiré sur une manifestation de mineurs à Salgótarján.

Après l'arrestation des membres du COC, le 14 décembre, le conseil de Csepel exigea leur libération, en vain. Mais Kádár attendait encore pour donner le coup de grâce aux conseils de Csepel alternant le chaud et le froid. Enregistrant la défaite, c'est à dire l'impossibilité de continuer une existence autonome tout en continuant à discuter avec Kádár, le conseil du complexe industriel de Csepel et les conseils des 18 usines le constituant se dissolvent le 8 janvier 1957.

Lors d'un meeting dans l'usine, le 11 janvier, un jeune ouvrier est tué par un garde. Aussitôt, la grève est totale et des barricades s'élèvent dans l'usine. Les forces de sécurité appelées par la direction arrivent et nettoient à la mitrailleuse les barricades. « *C'était un combat désespéré* », se rappelle József Bácsi.

Telefongyár

Pour cette usine de 3 000 ouvriers qui fabriquait des appareils téléphoniques, dans le XIV^e, nous bénéficions du témoignage de Ferenc Töke³⁸, chronométrier, délégué de l'usine puis vice-président du COC. Le conseil fut créé le 25 octobre par une assemblée de 800 ouvriers présents. Le conseil ouvrier ainsi élu comprenait 25 membres environ. Le conseil ouvrier fut constitué de telle manière que, sauf son président et son secrétaire, il ne comportait aucun membre permanent. Chaque département de l'usine en avait élu deux ou trois. Au total, 19 des membres du conseil étaient des ouvriers manuels. 50 % environ des membres du conseil ouvrier étaient des jeunes, de 23 à 28 ans. « *Ils avaient participé aux diverses actions révolutionnaires, aux manifestations, au déboulonnage de la statue de Staline, aux combats devant la Radio, etc. Par leur envergure et leur esprit révolutionnaire, ils avaient réussi à entraîner les travailleurs de l'usine.* » 90 % des membres du conseil appartenaient d'ailleurs au parti, et plusieurs d'entre eux étaient des militants actifs. « *Mais les ouvriers avaient confiance en eux, car ils savaient qu'ils avaient toujours défendu leurs intérêts. Tout ce qu'on leur demandait, c'était un passé irréprochable.* »

Le conseil ouvrier du comitat de Borsod

Il a été constitué le 25 octobre 1956 à Miskolc, la préfecture du comitat, sous la conduite de Miklós Papp et d'Attila Nagy, alors que Rudolf Földvári³⁹ et la délégation d'usine Dimávag étaient en pourparlers avec Imre Nagy à Budapest. La réunion de fondation, dans le quartier de l'université de la ville, a soutenu immédiatement la grève. Elle a décidé d'établir une garde ouvrière de 150 hommes pour renforcer la sécurité publique, et a incité à établir les conseils ouvriers dans les usines. En conséquence, les conseils ouvriers ont assuré le fonctionnement des usines et de beaucoup de municipalités dans le comitat de Borsod-Abaúj-Zemplén, les jours suivants.

Après la prise du quartier général de la police, le 26 octobre, le conseil ouvrier du comitat s'est établi dans les locaux du conseil du comitat, une action symbolisant que le pouvoir avait été pris par

³⁸ Témoignage déjà cité. Töke, né en 1930, avait été militant social-démocrate en 1946 puis au PC en 1949.

³⁹ Földvári était secrétaire du parti pour la ville de Miskolc. C'était un réformateur du Parti stalinien.

les forces de la révolution. Bien que le conseil ouvrier ait immédiatement commencé à organiser ses forces de sécurité, il ne put empêcher une manifestation violente, le 27 octobre, contre l'AVO organisée spontanément par la population.

Le conseil ouvrier a commandé l'administration du comitat et a adopté les 21 points des ouvriers comme programme. Le 5 novembre, le conseil ouvrier a tenu des négociations stériles avec le commandement des forces soviétiques occupant la ville. Tous ses membres furent arrêtés et déportés en Ukraine subcarpatique, derrière la frontière soviétique. Le règne du parti stalinien fut rétabli sous la férule de Károly Grósz⁴⁰ Cependant, la grève qui continuait a fait reculer le parti stalinien : les membres arrêtés du conseil ouvrier ont été libérés à la mi-novembre et certains même intégrés dans le fonctionnement de la ville et du conseil d'usine, mais finalement, le 9 décembre, le conseil fut dissout.

La question militaire

Aperçu général

Les premiers combats commencent dans la nuit du 23 au 24 octobre après la première fusillade devant l'immeuble de la Radio. Rapidement, les insurgés s'arment et engagent les combats contre l'AVO puis l'armée russe dès son arrivée le 24 octobre. D'où proviennent les armes ? De trois sources :

- Les armes remises par la police ou l'armée,
- Les armes fournies par les ouvriers des usines d'armement de Csepel,
- Les armes prises aux dépôts de la MOHOSZ⁴¹, ainsi dans les II^e, V^e, VI^e, VIII^e, IX^e, XIV^e et XX^e arrondissements et dans certaines usines (comme Gamma, dans le XI^e).

Les troupes russes stationnées en Hongrie attaquent Budapest par plusieurs axes, leur objectif étant de maintenir libres les ponts sur le Danube et les voies y menant, car les ponts de Budapest sont quasiment, à l'époque, les seuls sur le Danube reliant l'Ouest et l'Est de la Hongrie.

Ce qui explique la localisation des principales zones de combat contre les Russes :

- A Buda
 - La Széna tér à l'ouest,
 - Le Móricz Zsigmond körtér au sud,
- A Pest
 - Újpest au nord,
 - Le quartier de la gare de l'Ouest (Keleti pályaudvar) au centre-est,
 - Köbánya à l'est,
 - Le carrefour Üllői út et Ferenc körút/József körút au sud-ouest (Cinéma Corvin et caserne Killián, Tűzoltó utca)
 - Kispest au sud-ouest (autour de l'usine de tracteurs Vörös Csillág),
 - Ferencváros (autour de la gare) et Pesterzsébet (autour de Határ út) au sud,
 - Et enfin, Csepel.

Ces mêmes zones seront le théâtre d'affrontements désespérés lors de la deuxième attaque russe, le 4 novembre.

Les combats sont entièrement spontanés, de même que l'organisation des combattants. Il n'y a en effet pas de coordination, même après plusieurs jours de combat, ni au sein des groupes, ni au niveau de la ville. Les insurgés organisent la défense autour de points de regroupement, comme le cinéma Corvin et la caserne Killián ou Széna tér, à Buda, (ici, c'est autour de l'usine Ganz Electric toute proche que s'agrègent les combattants. Les ouvriers peuvent se reposer dans l'usine avant de repartir au combat).

⁴⁰ Qui devait devenir premier ministre en 1987-8 et le dernier secrétaire général du parti stalinien en 1989-90.

⁴¹ MOHOSZ : « *Magyar Országos Horgász Szövetség hivatalos honlapja* » Association hongroise des volontaires de la défense nationale. Organisme pour l'entraînement des jeunes aux managements des armes comprenant des dépôts et des centres de tir, en général un par arrondissement de Budapest.

Budapest

Le groupe de Széna tér

En fait la zone des combats, autour du noyau Moszkva tér/Széna tér (les deux places sont contiguës) s'étend du Margit híd (au nord-est de la Széna tér) jusqu'à la gare du Sud (au sud de la place de Moscou) soit sur plus de 2 km. Les points d'appui des combattants sont l'usine Ganz électrique (l'usine emploie 4 000 ouvriers) et une caserne de l'AVH occupée par les insurgés, Maros utca.

Comme le raconte une ouvrière combattante de 19 ans⁴² : « *Personne ne demandait pourquoi on venait ou on partait. On distribuait les armes à qui voulait se battre. Lorsque la personne était fatiguée, elle quittait le lieu du combat et rentrait chez elle en gardant ou pas son arme. Tout reposait sur l'engagement et la confiance. Il n'y avait pas d'organisation.* »

Selon les témoignages, il y a eu jusqu'à 2 000 combattants. Les combats débutent dès le 24 octobre et durent jusqu'au 29 octobre, puis du 4 au 7 novembre. Ils opposèrent les insurgés aux chars russes. Si dans la première phase, les insurgés firent jeu égal avec les Russes (il n'y avait pas de lignes de combats définies mais un incessant mouvement d'avancées et de reculs), lors de la seconde, en revanche, les insurgés, face à la disproportion des forces en présence en furent réduits rapidement à des engagements sporadiques. Les insurgés, la première semaine, s'opposèrent aussi aux tentatives de l'armée hongroise qui voulait leur faire rendre leurs armes.

Selon un autre combattant⁴³, l'idéologie moyenne des combattants était un « *socialisme à la yougoslave*⁴⁴ plus les conseils ouvriers ». Néanmoins, la figure qui émergea comme le leader de ces combattants fut János Szabó, chauffeur livreur de son état, né en 1897, combattant de l'armée rouge pendant la révolution de 1919, sergent dans l'armée hongroise plus tard, militant du PC entre 1945 et 1948, ayant passé quelques mois en prison ensuite, et qui professait un internationalisme anti-stalinien : « *Les soldats russes que nous tuons sont autant des héros que nous ; c'est le crime des dirigeants qui nous obligent à nous battre entre nous.* »

Arrêté, il fut condamné à mort dès le 19 janvier 1957 et exécuté.

Le groupe du Mórícz Zsigmond körtér

Carrefour important contrôlant les routes du sud de Buda, ce rond-point fut le théâtre d'autres combats qui regroupèrent des civils et des militaires hongrois contre les troupes russes. Là encore, les combattants n'avaient pas d'organisation permanente et étaient au nombre de 300. Les combats furent de moindre intensité entre le 25 et le 29 octobre (souvent les combattants s'observaient sans tirer et des tracts étaient distribués aux soldats russes) mais en revanche très violents, les 4 et 5 novembre, où 140 soldats russes furent tués ou blessés. Néanmoins dès le 6, les Russes avaient le contrôle du rond-point.

Le groupe de Tüzoltó utca

Cette rue parallèle à Üllői út, sur l'arrière de la caserne Kilián, dans le quartier ouvrier de Ferencváros, fut le cadre de l'activité d'un groupe de combattants opérant, grâce à l'utilisation des réseaux de caves, sur l'arrière des troupes russes qui attaquaient la caserne Kilián et le passage Corvin. Comme beaucoup de groupes de combattants, il s'est formé spontanément mais ce qui mérite l'attention ce sont les personnalités de ses « leaders »⁴⁵ : István Angyal et Per Olaf Csongovai qui lui donnèrent une orientation clairement anti-stalinienne qui était partagée par les combattants, tout simplement parce qu'aucun d'entre eux ne voulaient revenir à la propriété privée des usines, à la situation d'avant 1948.

Angyal, né en 1928, rescapé d'Auschwitz, était un technicien non militant du PC mais ayant participé au cercle Petöfi, qui fit hisser le drapeau rouge, le 7 novembre, pour saluer l'anniversaire de

⁴² Erzsébet Marton. Bob Dent, *op. cit.*, p. 76.

⁴³ Jenő Fónay. Bob Dent, *op. cit.*, p. 76.

⁴⁴ A l'époque, le régime stalinien de Yougoslavie, dirigé par Tito, mettait en avant l'autogestion des usines par les ouvriers. Ce qui, bien sûr, était une farce.

⁴⁵ Csongovai, in Bob Dent, *op. cit.*, p. 230, explique qu'ils n'étaient pas des dirigeants élus du groupe de combattants mais des personnes sélectionnées, au jour le jour, pour leur capacité.

la révolution d'Octobre. Csongovai, né en 1930, militant du PC, preneur de vues du cinéma, quant à lui, était un partisan des conseils ouvriers dans la lignée des comités d'usine de Petrograd en 1917 ou d'Espagne en 1936.

Ce groupe avait aussi parmi ses combattants un Russe et une vingtaine de conscrits de l'AVH qui avaient rejoint l'insurrection. Une de leurs limites politiques est qu'ils pensaient obtenir un cessez-le-feu honnête avec les Russes. Angyal fut arrêté le 16 novembre à l'hôpital de la rue Péterfy, jugé en avril 1958, condamné à mort et exécuté le 1^{er} décembre 1958 ; Csongovai réussissant à s'enfuir à l'Ouest.

Le cinéma Corvin

Situé dans un passage parallèle à Üllői út, perpendiculaire au József körút de l'autre côté de la caserne Kilián, ce cinéma constitue un lieu idéal pour les combats de rue, abrité par les immeubles environnants et entourés de passages, et bordé à l'arrière, dans Práter utca, par une école qui devint sa base de repli. Dès le 25 octobre, c'est un petit groupe spontané de 50 combattants, dirigé⁴⁶ par László Iván Kovács, qui occupe le lieu au début des combats. Le 28 octobre, le groupe atteint 800 combattants et le 29 octobre, entre 1 000 et 1 200⁴⁷.

Les staliniens essayèrent de salir ces combattants en les accusant d'être des « *lumpen criminels* » En fait, selon les analyses⁴⁸, le groupe était composé à 90 % d'ouvriers dont 30 % avec une qualification. 30 % avaient eu des ennuis avec la justice dont la moitié pour des raisons de droit commun. Et alors ? Leur désir de revanche n'est pas niable mais leur volonté de participer au combat sans retenue non plus. Ainsi de nombreux Roms, libérés après le 25 octobre, participèrent activement aux combats, à l'exemple de Sándor Csányi qui fut arrêté fin 1956, condamné et exécuté en 1959⁴⁹.

Dans l'ensemble, c'étaient des jeunes combattants : l'autre leader, Gergely Pongráz, avait 24 ans, et Kovács 26 ans, mais la plupart avait 20 ans et même moins. Quoi qu'il en soit, les combattants firent preuve d'un grand courage lors des combats contre les chars russes et multiplièrent l'efficacité des cocktails Molotov. Bien que ce groupe fut un des plus célèbres, il était aussi un des moins politisés ce qui n'empêchait pas, au contraire, les discussions passionnées⁵⁰.

Et les divergences aussi, aboutissant le 1^{er} novembre à l'éviction de Kovács jugé « *trop à gauche* » et son remplacement par Pongráz. Mais la divergence reposait en fait sur l'appréciation du soutien à accorder ou pas à Maléter, Pongráz étant un de ses fermes opposants. Si les combattants étaient hargneux envers l'AVH, ils étaient plus indulgents avec les soldats russes prisonniers qui, s'ils ne souhaitaient pas rester neutres, étaient reconduits à l'ambassade russe.

Comme à d'autres endroits de Budapest, si les combattants avaient fait jeu égal avec les Russes ou les avaient battus, lors de la première semaine, les choses changèrent après le 4 novembre d'autant que le carrefour Üllői út/József körút était de première importance stratégique et devait être réduit. En deux jours, les combattants succombèrent au nombre⁵¹.

La caserne Kilián

Située au carrefour de Üllői út et du Ferenc körút (à l'opposé donc du cinéma Corvin), la caserne Kilián était le siège du corps des ingénieurs auxiliaires de l'armée (effectif de 1 000 soldats) commandé par le colonel Pál Maléter. Dans la nuit du 23 octobre, des insurgés vinrent demander des armes et 300 soldats les suivirent pour aller se battre, non loin de là, devant l'immeuble de la Radio. Ensuite d'autres insurgés occupèrent la caserne.

⁴⁶ C'est à dire animé par un leader sélectionné et non élu.

⁴⁷ Ce qui imposa rapidement aux insurgés de se spécialiser et de s'organiser sérieusement. Ainsi l'école de Práter utca devint une « usine » de fabrication de cocktails Molotov fonctionnant en continu.

⁴⁸ Celle de László Eörsi « *Corvinisták* » Bob Dent, *op. cit.*, p. 200.

⁴⁹ Csányi (1929-1959) Bob Dent, *op. cit.*, p. 330.

⁵⁰ A.Anderson, dans *Hongrie 1956*, raconte, p. 83, l'anecdote selon laquelle des combattants étaient si pris dans leur discussion qu'ils n'entendirent pas deux chars russes arriver à 20 mètres !

⁵¹ Kovács (1930-1957) se cacha après novembre mais commença une activité illégale en février 1957, distribuant des tracts en fondant un groupe politique dont l'objectif était de faire évader Maléter et de redémarrer la lutte armée. Il fut arrêté le 12 mars, jugé le 22 août et fusillé le 30 décembre 1957. Pongráz (1932-2005) réussit à s'enfuir aux Etats-Unis.

Le 25 octobre, Maléter avec cinq chars T 34 décida de récupérer « sa » caserne. Alors que cette reprise allait dégénérer en affrontements, le 28 octobre, Maléter sortit de son char et fut acclamé par les insurgés « *L'armée avec nous !* » Ce qui le fit passer officiellement du côté de l'insurrection avec ses cinq chars. Les journaux de l'époque, tant étrangers qu'hongrois, firent ensuite de la caserne Kilián et de Pál Maléter le centre nerveux de l'insurrection, ce qu'ils n'étaient pas plus que quiconque.

La promotion de Pál Maléter au gouvernement avait pour objectif, compte tenu de son prestige, de faire rendre leurs armes aux insurgés. Lors du meeting du 31 octobre⁵², à la caserne Kilián, les propositions de Maléter sur l'intégration des insurgés dans l'armée, reçurent un accueil froid des assistants, Pongráz étant l'un de ses plus fermes contradicteurs.

Sa capture, lors des négociations du 3 novembre avec les Russes et son exécution en juin 1958, contribuèrent à sa légende. Quant aux insurgés de la caserne Kilián, ils subirent, le 4 novembre, un déluge de feu et durent s'échapper d'une caserne en ruine.

Csepel

Si, dans la nuit du 23 octobre, des ouvriers ont apporté des armes aux combattants de la Radio, les combats, à Csepel même, commencent le 24 au matin lorsqu'un groupe de manifestants attaque un centre de recrutement de l'armée, occupe le commissariat de police, détruit le siège du parti (en face du complexe industriel) et s'empare des armes présentes.

A partir du 26 octobre, les combats opposent les insurgés aux unités de l'armée hongroise renforcée par 40 AVO qui reprennent, le 28, le commissariat de police. Le quartier redevient calme après le 31 octobre mais s'embrase à nouveau lors de la deuxième intervention russe. Le quartier central est bombardé depuis le mont Gellért par les Russes. Les affrontements opposent les ouvriers renforcés cette fois par des groupes de soldats, aux troupes russes. Mieux équipés, les insurgés abattent deux avions russes, le 6 novembre. Le 9 novembre, les Russes ayant renforcé troupes et équipements donnent l'assaut final. Malgré l'acharnement des insurgés, le soir, l'ordre règne dans les rues de Csepel.

Un premier bilan

Combien furent les combattants engagés dans les combats, tant contre l'AVO, certaines unités de l'armée hongroise que contre les Russes, lors des deux semaines d'affrontements ?

Environ 30 000 à Budapest et 10 000 en province, ce qui ne veut pas dire qu'il y avait 40 000 combattants permanents.

Le nombre de tués la première semaine chez les insurgés (mais incluant aussi les civils tués sans combattre) s'élève à 2 700⁵³. Au total, il y eut environ 20 000 morts et plus de 2 500 soldats russes morts au combat.

Les conséquences de la répression sont :

- 500 condamnations à mort dont 350 appliquées. Parmi les personnes exécutées, 229 furent condamnées pour participation aux combats et le reste, 121, pour « crimes » ; les ¾ des condamnés étaient des jeunes, ouvriers de 20 ans.
- 35 000 personnes furent arrêtées dont 26 000 jugées et 22 000 condamnés à diverses peines dont 11 000 à plus de 5 ans de prison. En 1963, la majorité des prisonniers fut libérée par amnistie.

Cette répression a été très sélective. Ce sont les dirigeants des groupes de combat, puis les combattants eux-mêmes qui furent condamnés à mort en premier, d'autant plus s'ils avaient été, à un moment ou un autre, militants du PC. En revanche, les dirigeants des conseils d'usine « bénéficièrent » de peines de prison s'étalant de 10 à 20 ans.

Il faut ajouter à cela l'émigration de 170 000 personnes qui passèrent par l'Autriche et de 20 000 par la Yougoslavie.

⁵² Où étaient présents Sándor Kopacsi, János Szabó et les représentants de plusieurs groupes de combat et de conseils d'usine.

⁵³ Bob Dent, *op. cit.*, p. 84.

ANALYSE

Programme et pratique du COCGB

Avant d'analyser et de critiquer le programme et la pratique du COC, il est nécessaire de délimiter le cadre social dans lequel a pu exister le COC : celui des pays de l'Est à l'époque du stalinisme triomphant car aucun mouvement social ne démarre pour un idéal absolu mais part toujours des conditions réellement existantes.

Si le Capital est un, les formes d'organisation et de domination des sociétés capitalistes diffèrent ; le poids du féodalisme a perduré, par exemple, dans l'Allemagne du XIX^e siècle et, au Japon, l'organisation féodale a continué, après 1868, dans l'organisation des grandes entreprises.

Dans l'ère d'influence russe, après la Seconde Guerre mondiale, l'idéologie stalinienne proclamait que les ouvriers étaient les maîtres de la société et que le socialisme était en cours de réalisation. Les ouvriers hongrois, en 1956, tentèrent de balayer la bureaucratie et voulurent réaliser pratiquement le fait « *qu'ils étaient les maîtres* ». Mais ce faisant, ils restèrent (compte tenu du faible temps où ils purent mettre en pratique ce à quoi ils aspiraient du 23 octobre au 14 décembre 1956) sur le terrain de la bureaucratie, celui de la gestion de la production.

L'aspect positif était là : refuser d'être dirigés par la bureaucratie, s'organiser pour diriger collectivement la vie dans le cadre de la société. Mais l'aspect négatif s'y trouve au même endroit/moment : refuser d'être dirigés par la bureaucratie, c'est d'une part ne pas critiquer le rapport dirigeants/dirigés et, d'autre part, c'est réduire les rapports de classe, l'analyse du capitalisme à ce seul rapport dirigeants/dirigés.

Le paradoxe de la révolution hongroise de 1956 est d'être à la fois à la fin d'un cycle prolétarien, celui des années 17-21 marquées par le poids théorique de la révolution comme gestion ouvrière et en même temps d'être au début du cycle suivant, celui de 1968-76, par l'impulsion ébranlant le bloc stalinien.

L'organisation capitaliste dans les pays de l'Est est une organisation faible, car elle ne sait pas se nourrir des conflits contrairement aux sociétés capitalistes de l'Ouest. Elle use donc de la force, par la méthode éprouvée des purges stalinienne, pour assurer le renouvellement des fractions de classes dirigeantes, décider de ses choix d'évolution (dans les limites du rapport capitaliste) ou assurer la promotion sociale.

Parce qu'elle incarne le refus de toute évolution, qu'elle n'offre pas d'autre alternative qu'elle-même, parce qu'elle domine des pays qui n'ont pas ou peu connu la démocratie bourgeoise (à l'exception de l'Allemagne de l'Est ou de la Tchécoslovaquie, entre les deux guerres), la bureaucratie conduit naturellement ceux qui la critiquent à réclamer des droits, des garanties et le contrôle sur la gestion de la société. En cela, elle « maintient » le prolétariat dans les limites atteintes lors de la vague révolutionnaire précédente.

Mais, en 1956, les ouvriers hongrois ont déjà été plus loin. D'abord en révélant pratiquement la nature de classe des sociétés de l'Est, c'est-à-dire des sociétés capitalistes où la bureaucratie était la classe exploiteuse et le prolétariat la classe exploitée, ils ont été à l'origine de la lame de fond qui aboutira 35 ans plus tard à la chute du mur et à l'écroulement de l'URSS. Ensuite, les ouvriers hongrois, dans les conditions extrêmement difficiles qui étaient les leurs, posaient déjà un autre problème : comment centraliser, organiser les activités humaines ? Le temps leur a manqué pour aller plus loin. L'intervention militaire et la question de la survie ont « congelé » leur réflexion.

Certainement, si la survie des conseils avait été possible plus longtemps, une décantation se serait opérée au sein des conseils ; probablement, la majorité aurait penché pour une organisation à la manière de ce que sera, 25 ans après, Solidarnosc, tandis qu'une minorité se serait radicalisée.

Revenons au programme du COC.

Le projet d'organisation de la société se divise en trois niveaux :

- A celui de l'entreprise, il faut des syndicats qui garantissent les droits et la défense des intérêts ouvriers et bénéficient du droit de grève,
- Mais lorsque les ouvriers se conçoivent « en dehors des problèmes de chaque usine », ils s'organisent en conseils ouvriers fédérés localement, puis nationalement, où ils décident des orientations et des choix de la production,

- Enfin, il existe un Parlement où siègent des partis (pas seulement ouvriers) dont les représentants sont élus au suffrage universel.

Selon le témoignage de Töke⁵⁴ :

« Nous pensions que, d'une manière générale, le rôle des conseils ouvriers serait de diriger la production, de prendre possession des usines pour le compte des ouvriers et de créer des conditions dans lesquelles le Conseil Ouvrier pourrait fonctionner indépendamment de toute autre organisation, qu'il s'agisse de gouvernement, de parti ou de syndicat.

Nous espérions que le régime, une fois consolidé, pourrait instituer un système politique basé sur deux Chambres ; la première, législative, assumerait la direction politique du pays ; la seconde s'occuperait de l'économie et des intérêts de la classe ouvrière. Les membres de la deuxième Chambre seraient élus parmi les producteurs, c'est-à-dire parmi les membres des conseils ouvriers, sur la base d'élections démocratiques. Notre intention n'était pas de prétendre, pour les conseils ouvriers, à un rôle politique. Nous pensions généralement que, de même qu'il fallait des spécialistes à la direction de l'économie, de même la direction politique devait être assumée par des experts. Nous tenions, par contre, à contrôler nous-mêmes tout ce qui nous concernait. »

Le même, sur les rapports envisagés entre syndicats et conseils :

« Les syndicats auraient pour tâche de défendre les ouvriers sur le plan national, contre le gouvernement si besoin était, et contre les conseils ouvriers eux-mêmes si, d'aventure, ceux-ci étaient en contradiction avec les intérêts ouvriers. Malgré tout, syndicats et conseils ouvriers devraient collaborer dans toute la mesure du possible, quand bien même leurs intérêts immédiats sur le plan de la production ne seraient pas toujours concordants. »

Enfin, sur la séparation des rôles :

« Personne ne suggéra que les conseils ouvriers eux-mêmes puissent être la représentation politique des ouvriers. Ceux-ci se rendaient parfaitement compte que l'entreprise, en tant qu'employeur, ne pouvait représenter leurs intérêts politiques. Le trait le plus absurde du système qui venait d'être renversé n'était-il pas précisément que l'employeur fut en même temps le représentant des ouvriers? Certes, comme je viens de le dire, le Conseil Ouvrier devait remplir certaines fonctions politiques, car il s'opposait à un régime et les ouvriers n'avaient pas d'autre représentation, mais dans l'esprit des travailleurs, c'était à titre provisoire. »⁵⁵

Selon Sándor Bali, également :

« C'est la classe ouvrière hongroise qui a mis sur pied les conseils ouvriers, lesquels sont, pour le moment, les organisations économiques et politiques qui ont derrière elles la classe ouvrière... Nous savons bien que les conseils ouvriers ne puissent être des organisations politiques. Qu'on comprenne que nous nous rendons pleinement compte de la nécessité d'avoir un parti politique et un syndicat. Mais, étant donné que pour le moment nous n'avons pas la possibilité pratique d'instaurer ces organisations, nous sommes contraints de concentrer toutes les forces en un seul endroit en attendant la suite des événements. Nous ne devons pas et nous ne pouvons pas parler des syndicats avant que les ouvriers hongrois n'aient formé les syndicats par la base et leur aient remis le droit de grève.....Nous savons que les conseils ouvriers deviendront organes dirigeants de l'économie du pays, et c'est exactement ce que nous voulons qu'ils soient. »⁵⁶

Et enfin, pour Miklós Sebestyén :

« Mais nous avons appris en même temps que nous devrions céder sur certaines de nos revendications premières, absolues en quelque sorte, car après le 4 novembre, il n'était plus possible de défendre les objectifs de la révolution dans leur intégrité. Nous devons chercher un compromis : arracher des concessions au gouvernement et répondre à la confiance des ouvriers. [...] C'est pourquoi nos tâches journalières les plus importantes consistaient à nous pencher sur le sort de la population abandonnée. [...] Mais en même temps nous ne pouvions oublier que notre devoir le plus important était de nature politique et que, si nous ne devons pas abandonner la population, ce serait de notre part une grave négligence que de perdre de vue les revendications politiques des ouvriers que nous représentions et en général celles de la révolution ; nous cherchions à les faire aboutir dans toute la mesure du possible. Notre souci principal était de savoir quelles revendications nous devons adresser au gouvernement, dans l'espoir qu'il les accepte, entièrement ou au moins en partie.

⁵⁴ *op. cit.*

⁵⁵ Ferenc Töke, *Ce que furent les conseils ouvriers hongrois* in Pologne Hongrie 56 *op. cit.*, p. 249.

⁵⁶ Sándor Bali in Pologne Hongrie 56, *op. cit.*, p. 286-287.

Cependant, étant donné que la population et la classe ouvrière dans son ensemble, exigeaient résolument le retrait immédiat ou tout au moins rapide des troupes soviétiques, des élections libres avec la participation de plusieurs partis, le retour d'Imre Nagy à la présidence du gouvernement, il était très difficile de présenter ces revendications de telle sorte qu'elles puissent être conciliables avec les données politiques. »⁵⁷

Pourquoi la Hongrie et pas la Pologne ?

Pourquoi la bureaucratie stalinienne a-t-elle choisi d'écraser la Hongrie et pas la Pologne ? Plusieurs raisons que nous allons voir et qui permettent d'éclairer la force de l'insurrection ouvrière en Hongrie.

En Pologne, la fraction réformatrice dirigée par Gomułka a balayé celle des staliniens de Bierut (qui de plus est décédé en juillet 1956 et dont le successeur, Ochab, est pour le moins timoré). Elle traverse tout le PC de l'appareil à la base en passant par tous ses échelons intermédiaires et bénéficie du soutien de la population et de l'indulgence temporaire des secteurs ouvriers qui ont commencé à lutter depuis l'été 1956.

En Hongrie, le PC est toujours dirigé, en octobre 1956, par les « durs », la fraction autour de Gerö. Mais celle-ci est sur la pente descendante car elle n'a pas fait de choix clair qui pourrait permettre de palier son absence de base sociale. Elle oscille entre immobilisme et laissez-faire ; laissez-faire qui va aller crescendo. En effet, c'est une dictature stalinienne bien affaiblie qui laisse tenir des meetings du cercle Pétöfi de plusieurs milliers de personnes, en plein Budapest. Ce régime organise des funérailles nationales à Rajk et aux autres fusillés (par ses soins) de 1949, funérailles qui dégénèrent en manifestation d'hostilité à son égard de 100 000 personnes ! Ces oscillations continueront jusqu'au fatidique 23 octobre où les manifestations seront interdites puis autorisées. Et le seul qui pourrait ressembler à Gomułka, Nagy, qui a été mis sur la touche depuis février 1955, s'est retiré de la vie politique active se bornant à recevoir les opposants dans sa villa de Buda.

Mais, du côté des dirigeants russes, les signaux d'alerte clignotent. L'agitation qui va crescendo depuis les funérailles de Rajk les inquiète d'autant qu'elle se produit en même temps que l'agitation en Pologne. La décision est donc prise, dès le 20 octobre, d'activer les troupes présentes en Ukraine près de la frontière hongroise, et celles en Hongrie-même, le lendemain. La bureaucratie russe est prête à toute éventualité, même si son problème principal reste la Pologne.

Quand les manifestations du 23 octobre se mettent en branle, les chars russes sont prêts. Si les dirigeants staliniens hongrois sont débordés, ce n'est pas le cas des Russes. Après les événements de la Radio et l'armement de la population, l'ordre est donné, par le Kremlin, aux chars d'intervenir à Budapest.

Les événements se précipitent et les Russes sont débordés par la résistance des combattants lors des premiers échanges et par l'ampleur de la grève générale. Dans la nuit du 23 au 24 octobre, les ouvriers, les étudiants se sont armés (armes données ou prises à la police, armes distribuées par les ouvriers de l'Arsenal de Csepel, etc.) et même si la lutte armée n'est pas centralisée, les insurgés ont su tenir tête aux chars et soldats russes et détruire l'AVO, la sinistre police politique.

De plus, dès le 24 octobre, le PC qui comptait encore 600 000 membres, la veille, a littéralement implosé et n'existe plus. La direction stalinienne va s'exiler en Russie, sous injonction de Souslov et Mikoïan, les plénipotentiaires russes ; les autres se terrent. Il n'y a pas de direction de rechange qui aurait une quelconque influence dans la population ; les « néo-réformateurs » (Kádár, Marosán) ne représentent qu'eux-mêmes. De plus, une partie importante de l'armée (Maléter, Király) et de la police de Budapest (Kopacsi) est passée à l'insurrection.

Circonstance aggravante, dès le 25 octobre, non seulement des soldats russes restent neutres lors de certains affrontements mais encore d'autres désertent ou passent avec armes et bagages du côté de l'insurrection. Ces troupes stationnées depuis au moins trois ans en Hongrie connaissent les conditions de vie de la population et ne croient pas au « *complot fasciste* », selon la caractérisation stalinienne de l'insurrection.

Sans être massives, ces désertions simples ou le passage actif du côté de l'insurrection ont de quoi inquiéter. Il faut noter que c'est le fait principalement des soldats « non-russes ». Aujourd'hui

⁵⁷ Miklós Sebestyén, *Mes expériences dans le conseil central ouvrier du grand Budapest* in Pologne Hongrie 56 *op. cit.*, pp. 298-299.

encore, les sources russes donnent des chiffres allant de 67 à 220 soldats identifiés⁵⁸ comme ayant rejoint l'insurrection et jusqu'à 2 200 fusillés, dans la cour de l'ambassade russe, pour refus de combattre⁵⁹.

Enfin, le simple rapport de force (la Pologne est trois fois plus peuplée que la Hongrie) joue en défaveur des insurgés hongrois d'autant que le contexte international (Affaire de Suez et accord tacite des Américains) ne leur est guère favorable, si tant est que les Occidentaux aient vraiment voulu soutenir l'insurrection. En fait, ils auraient pu soutenir la tentative modérée de Imre Nagy de sortir progressivement du Pacte de Varsovie, mais pas une insurrection ouvrière.

Ayant compris le danger que représentait le mouvement, craignant plus ses potentialités subversives que les insurgés eux-mêmes, la bureaucratie russe envoie Souslov et Mikoïan à Budapest, dès le soir du 24 octobre, qui prennent la mesure de la situation, avec l'aide d'Andropov ambassadeur de juillet 1954 à mars 1957⁶⁰ : ils démissionnent Gerö, confirment certains staliniens, nomment Kádár à la tête des restes du parti, comprennent que Nagy, s'il n'est pas révolutionnaire ne peut pas être leur agent, et décident de temporiser pour préparer la répression de la deuxième vague, du 4 au 7 novembre.

Même après l'écrasement de l'insurrection, les représentants russes militaire, Grebennik⁶¹, et politique, Andropov, constatant l'absence de poids de Kádár et Marosán, discuteront, temporiseront avec les représentants du Conseil ouvrier central. Mais, le temps travaillant contre eux, les ouvriers et le COC ne pourront tenir une existence indépendante après le 14 décembre (date de dissolution du COC et arrestation de ses principaux membres).

Il faut enfin ajouter que l'isolement, dans la période décisive du 4 au 7 novembre, dont vont souffrir les insurgés, favorisera la décision russe. Nous ne parlons pas ici de l'abandon dans lequel les pays occidentaux ont laissé la Hongrie, de toute façon, ils craignaient la victoire des ouvriers tout autant que la bureaucratie russe, mais de l'isolement vis-à-vis des ouvriers des autres pays du bloc de l'Est.

La question militaire

Quels sont les constats et enseignements que nous pouvons tirer de l'insurrection hongroise ? Tout d'abord la séparation complète entre lutte militaire et lutte ouvrière, même si la majorité des participants sont ouvriers et si le niveau de la violence sporadique dans les combats est notable. En fait, passés les trois premiers jours, la majorité des ouvriers, tout en restant armés, « rentrent » dans les usines.

Du côté des combattants, la totale spontanéité de l'engagement et de l'organisation facilite un localisme de quartier, de rue qui, s'il permet de tenir, lors de la première vague de combats, renforce l'impossibilité de résister lors de la deuxième. Mais, comme l'indiquent les quelques exemples que nous avons cités, les combattants continuaient de réfléchir et de penser leur action d'autant plus aisément qu'ils étaient éloignés d'un certain formalisme de discussions qui régnaient dans les conseils ouvriers, d'où l'émergence de positions politiques plus « radicales » éloignées autant du trotskisme, représenté par exemple par la *Független Szocialista Szövetség* (Ligue Socialiste Indépendante), que du formalisme démocratique constituant l'idéologie moyenne des conseils.

Pour en revenir à la question militaire et à sa centralisation, il faut d'abord rappeler, à la décharge des ouvriers hongrois, que cette question, en d'autres lieux et à d'autres époques, a été peu ou mal résolue. Ensuite, même si les ouvriers constituent la majorité des combattants civils (mais sans programme particulier sur la question), l'ensemble des forces engagées contre les Russes est plus hétérogène. Et on voit mal comment pouvait s'effectuer, autrement que sous le contrôle des deux tendances militaires (celle de Maléter ou celle de Király) qui voulaient contrôler les insurgés, une centralisation. La réaction des insurgés à ces tentatives, quelles que furent leurs penchants politiques, comme l'attestent les débats tendus du 31 octobre à la caserne Kilián, entre Pongráz et Maléter, était

⁵⁸ Parce que leurs familles ont été arrêtées en représailles en URSS.

⁵⁹ Bob Dent, *op. cit.*, p. 287.

⁶⁰ Avec également les conseils d'Ivan Serov, représentant du KGB, et du commandant en chef des troupes russes en Hongrie, Mikhail Malinine.

⁶¹ Grebennik fut cependant jugé trop conciliant avec le COC, rappelé à Moscou début décembre et remplacé par le chef de la police secrète, le général Ivan Serov.

viscéralement de s'y opposer. Là encore, les conséquences de la deuxième intervention russe allaient faire disparaître cette question de l'ordre du jour.

D'une part, la création crescendo des conseils depuis l'usine, jusqu'à l'arrondissement, la ville et le pays (le COC de Budapest agrégeant les conseils des villes de province est de facto un Conseil ouvrier national) se traduit par un renforcement de l'organisation ouvrière générale et un désintéret inverse pour la question militaire. Une explication plausible est que les ouvriers combattants étaient des jeunes le plus souvent non-qualifiés, tandis que les organisateurs des conseils étaient souvent plus âgés mais surtout plus qualifiés, donc plus enclins à réfléchir et à vouloir limiter la casse de ce qui avait été déjà acquis lors des premiers jours, au moment de la deuxième intervention russe.

D'autre part, la disproportion des forces et surtout du matériel, en faveur des Russes empêchait toute raison de combattre autrement que de façon désespérée. Les destructions laissées par les Russes pendant les trois jours sur les immeubles de Budapest l'attestent. Celles-ci furent aussi importantes que pendant les semaines de combat, en 1944-45, entre troupes russes et troupes allemandes.

La conscience du repli nécessaire

Ce qui distingue les événements hongrois d'autres événements similaires, c'est la conservation d'une organisation ouvrière réformiste, créée en moins de 20 jours, utilisant des moyens révolutionnaires pour lutter contre la classe capitaliste et qui ne va pas trahir après la défaite militaire que l'on peut situer à la fin de la deuxième vague de combats contre l'armée russe, c'est-à-dire le 7 novembre. Car le COC était une organisation réformiste, au sens de réformer effectivement la société en améliorant la condition ouvrière.

Contrairement aux vulgates extrémistes, le prolétariat révolutionnaire s'est emparé, dans une phase désormais révolue de son long trajet vers sa libération, de l'outil des réformes. Mais leur adoption, leur maniement et leur finalité n'ont rien de commun avec ceux qui aujourd'hui se représentent comme les héritiers de cette glorieuse tradition, la social-démocratie, le stalinisme avant tout, mais aussi l'étatisme tiers-mondiste. L'exemple hongrois est la dernière extrémité temporelle de cette phase révolue du cycle politique prolétarien. Ce qui n'empêche pas que le réformisme ouvrier puisse resurgir et n'ait pas déjà resurgi de la Pologne avec Solidarnosc, en passant par l'Afrique du Sud avec le NUM-Cosatu, la Corée du Sud avec le KCTU ou le Brésil avec la CUB. Mais dans ces derniers cas, si le réformisme ouvrier s'est exprimé, il n'a eu de choix que dans l'intégration à l'Etat sous la forme de syndicat.

Alors que tous les autres exemples historiques de temps forts du mouvement ouvrier, ayant atteint ce degré de violence, voient l'effondrement, quasi-complet, de toute organisation prolétarienne autonome importante après la défaite militaire (de plus ou moins grande intensité) (cf. la Commune de Paris, l'Allemagne des années 20, les IWW aux Etats-Unis après 1919, ou l'Italie après 1977, voire dans une moindre mesure la Tchécoslovaquie après 1969), le COC poursuit son activité jusqu'à la mi-décembre 56. En Hongrie, l'organisation se consolide et se centralise après la défaite militaire.

Les ouvriers ont bien « négocié » le repli. Premièrement, la défaite militaire n'est, elle-même, pas une déroute (le rapport nombre de morts sur nombre de combattants est faible en comparaison avec d'autres exemples historiques, en particulier avec la Commune de Paris, événement qui s'en rapproche le plus par la taille géographique des zones de combat). Deuxièmement, elle montre que la force du mouvement ouvrier dépasse la seule lutte armée, en particulier dans des conditions défavorables. Les luttes changent de terrain, baissent d'intensité mais restent plutôt centralisées (peut-être plus que pendant les combats) ; en gagnant du temps, elles permettent aux ouvriers de continuer leur élaboration théorique collective et de préparer le repli. Vu la situation militaire, c'est déjà extraordinaire. Il faut d'ailleurs insister sur ces conditions objectives. Isolés des prolétaires des autres pays, vaincus militairement, entourés par 200 000 soldats et 6 000 chars, qu'est-ce qu'il y avait à faire d'autre ?

Vu le contexte, les négociations, entamées après le 14 novembre, n'ont pas été un jeu de dupes. Surtout de la façon dont elles ont été menées. Chaque rencontre entre les représentants du COC et Kádár posait en préambule « *nous ne reconnaissons pas votre gouvernement* » et une liste de revendications demandant la libération des emprisonnés et le départ des Russes. De son côté, Kádár déclarait « *refuser la réalité des conseils* » et « *s'appuyer sur les chars russes* ». En conclusion, il n'y a point eu de négociations.

Ensuite (et en parallèle) les conseils décidèrent de négocier avec les Russes. Là aussi, à part les demandes de libération d'ouvriers emprisonnés, ou leur libération par la grève (cas de Rácz et Bali arrêtés dans l'usine Beloianisz, le 2 décembre), il n'y eut pas de négociations. Il ne faudrait pas réduire l'activité des conseils, après le 14 novembre, à la recherche systématique des rencontres avec Kádár.

C'est tout autant Kádár, isolé derrière les troupes russes et qui doit faire redémarrer une économie paralysée, qui est demandeur. Il ne faut pas oublier qu'une fois toute action militaire impossible, les conseils sont obligés de négocier ou tenter de négocier avec leur patron, l'Etat, dont le représentant est Kádár.

En revanche, le temps travaille pour Kádár qui peut, tout en feignant de discuter, jauger le rapport de forces au sein du COC, propager des fausses rumeurs⁶², diviser, faire pression sur les éléments hésitants, préparer la répression finale. Ainsi, le combinat de Csepel avec ses 18 usines et ses 40 000 ouvriers ne sera attaqué que le 11 janvier 1957. Mais le Conseil central de Csepel s'était lucidement déjà dissout le 8 janvier 1957.

Le but des conseils était de garder la cohésion du mouvement malgré des désaccords qui s'expliquent par des situations variées (mineurs faces aux travailleurs de Budapest, par exemple). La nécessité de ne lâcher sur aucun point, ne pas « trahir » et de se dissoudre quand on voit qu'il y a plus rien à défendre guidait sa politique. Le COC est le rare exemple d'une organisation ouvrière qui comprend la défaite, tente le tout pour se maintenir et se dissout quand il n'y a plus rien à faire d'autre.

« J'ai la conscience tranquille, parce que j'ai été le malheureux interprète de la volonté des travailleurs et de ceux qui se sont battus pour l'idéal d'une Hongrie libre, indépendante et neutre et pour un Etat socialiste... Tout cela nous a été refusé. Le gouvernement sait qu'il n'a pas le pays avec lui, et se rendant compte qu'aujourd'hui l'unique force organisée qui a fait vraiment la révolution est la classe ouvrière, il veut démanteler le front des travailleurs. »

Déclaration de Sándor Rácz, le 8 décembre 1956.

Apogée et déclin du réformisme ouvrier

Esquissons quelques critiques complémentaires sur la nature politique de la révolution hongroise.

Le point moyen (de toutes les expressions ouvrières de cette période, des groupes de combat aux conseils et leurs différentes tendances) de la révolution en Hongrie aura été un vrai programme réformiste mis en avant et ayant connu un début d'ébauche par les conseils ouvriers. Derrière les expressions comme « *Le temps où la direction décidait à notre place est révolu* », « *un socialisme à la yougoslave plus les conseils ouvriers* », « *pas de retour à la propriété privée des usines* », etc. s'exprime la volonté de réaliser pratiquement ce qui est l'idéologie officielle de puis 1948, de corriger les excès du stalinisme (identifié au socialisme à cause de la propriété étatique des moyens de production) en faisant contrôler les usines et la société par les ouvriers.

Malheureusement, tout l'aspect de gestion des usines, de contrôle ouvrier évoque furieusement l'air bien connu du « *Programme de transition* » de Trotsky. Les trotskistes (comme P.Broué) n'ont d'ailleurs pas tout à fait tort de dire, a posteriori, que la direction politique qui manquait pour que réussisse l'insurrection de 1956, c'était eux. Ils correspondaient parfaitement aux limites politiques exprimées par le COC, en tout cas pendant un certain temps.

Bien sûr, nous ne pensons évidemment pas que c'eût été la solution miracle, au contraire.

A ceci s'ajoute l'incompréhension, de la part des conseils, de ce que la révolution communiste n'est pas une affaire de gestion de la société existante mais son dépassement. On ne trouve aucune trace dans le programme des conseils d'une critique radicale du procès de travail, de la technologie et de la science tels qu'ils sont façonnés par le capitalisme. Dans ce cadre, le rôle des experts n'est pas remis en cause, il suffit juste qu'ils soient contrôlés par les conseils d'usine. C'est bien sûr la limite de l'expérience de 1956, mais c'est aussi la limite de tout le mouvement ouvrier à cette époque, et ça l'est encore pratiquement aujourd'hui.

Enfin, notons que s'il n'y avait pas d'organisation politique ouvrière préalable à l'insurrection, il n'y en aura pas après, ni en Hongrie, ni dans l'immigration. Plusieurs facteurs l'expliquent dont le

⁶² Plusieurs fois, le gouvernement Kádár publiera des faux du journal du COC, *Munkásújság*.

principal est, dans un premier temps, la répression (condamnations à mort, condamnations à des peines allant de cinq ans à la perpétuité — pour Rácz, par exemple —, qui vont concerner plus de 11 000 personnes, majoritairement les ouvriers et ceux qui avaient été les dirigeants des conseils) et l'immigration pour les plus chanceux, qui vont couper la génération de 1956 du reste de la classe.

Lorsqu'en 1963, Kádár amnistie la quasi-totalité des condamnés de 1956, il a assis le pouvoir de la bureaucratie et avec l'aide des réformes (« *Le socialisme à la goulasch* ») et surtout du développement industriel de certains secteurs capables d'exporter sur le marché mondial, hors du Comecon, (agroalimentaire, pharmacie, ferroviaire, électronique de défense), il peut s'offrir une relative paix sociale. Les ouvriers, s'ils vont pouvoir devenir des consommateurs à l'extérieur, restent, à l'intérieur des usines, de nouveau prisonniers des normes, du salaire aux pièces et de l'autorité du parti relayée par les syndicats aux ordres.

L'organisation préalable qui n'existait en Hongrie, avant 1956, que de façon diffuse, amalgamant les différentes générations ouvrières depuis celle de 1919, aura disparu⁶³ après s'être affirmée au grand jour du 23 octobre à la mi-décembre. Tout sera à recommencer....

⁶³ Les tentatives de regroupement politique ne réussiront pas même si, une fois libérés, beaucoup d'ouvriers acteurs de 1956, une fois un travail retrouvé, recommenceront à se réunir.

BIBLIOGRAPHIE

En français

Ouvrages utilisés

Andy Anderson *Hongrie 1956* Spartacus, Paris 1976.

Catherine Horel *Budapest* Fayard, Paris 1996.

Melvin J.Lasky & François Bondy *La révolution hongroise* Paris. Plon, 1957.

François Manuel *La révolution hongroise des conseils ouvriers* Supplément à *La Vérité* n°445. SPEL, Paris 1957. Repris dans Pierre Broué *La révolution hongroise des conseils ouvriers (1956)* disponible sur le site « www.marxists.org/francais/broue/works/1956/00/broue_hongrie_01.htm »

Tibor Meray *Budapest. 23 Octobre 1956* Ce jour-là. Robert Laffont, Paris 1966.

Miklós Molnár *De Béla Kun à János Kádár* PFNSP, Paris 1987.

Miklós Molnár *Histoire de la Hongrie* Hatier, Paris 1996.

Balázs Nagy *La formation du conseil central ouvrier de Budapest en 1956* Supplément à *Correspondances socialistes* N°8, 1960.

Balázs Nagy & J.J Marie *Pologne-Hongrie 1956* EDI, Paris, 1966.

Socialisme ou Barbarie numéros 20 et 21. Paris, 1956-1957.

Ouvrages consultés

François Fejtő *La tragédie hongroise* Pierre Horay, Paris 1956.

François Fejtő *Hongrois et juifs. Histoire millénaire d'un couple singulier (1000-1997)* Balland, Paris 1997.

Tibor Meray *Imre Nagy l'homme trahi* Julliard. Paris, 1960.

Julien Papp *La Hongrie libérée* Presses Universitaires de Rennes, 2006.

Exposé du cercle Léon Trotsky *X^e Anniversaire de l'Insurrection hongroise* Paris, 1966.

En anglais

Ouvrages utilisés

Bob Dent *Locations of a drama. Budapest 1956* Európa Könyvkiadó, Budapest 2006.

Ouvrages consultés

1956 – The Hungarian Revolution A council communist pamphlet, disponible sur le site « <http://af-north.org> »

En hongrois

Tout d'abord signalons le site de *the institute for the history of the 1956 hungarian revolution* (www.rev.hu) où, si seulement ¼ des textes sont traduits en anglais, l'ensemble constitue une mine de renseignements sur les groupes de combat et l'action des conseils ouvriers avec les interviews (en hongrois pour la plupart) de plusieurs centaines de personnes et de notices biographiques

Eörsi László *Corvinisták 1956* 1956 Institute, Budapest, 2001.

Pour toute correspondance, écrire sans autre mention à :
B.P. 1666 Centre Monnaie 1000 Bruxelles 1 Belgique

Consulter le site Internet de Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com

**“ Si la classe
ouvrière lâchait pied
dans son conflit
quotidien avec le
capital, elle se
priverait
certainement elle-
même de la
possibilité
d’entreprendre tel ou
tel mouvement de
plus grande
envergure ”.**

**Karl MARX,
Salaire, prix et profit,
1865.**

ISSN : 1145-928 X Imprimerie spéciale